

Lettres
Historiques

XLVIII: 1715
La Haye.

HEMEROTECA MUNICIPAL

Número de registro:

Estante: A.H.14

Tabla: 1

Número de volúmenes:

Encuadernación:

I. M.—2 032.





Avanamiento de Madrid

LETTRES

HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de
plus important en

EUROPE,

*Et les Réflexions nécessaires
sur ce sujet.*

Mois de Juillet, 1715.

TOME XLVIII



A AMSTERDAM,

Chez J AQUES DESBORDES.

M. DCC. XV.

A V I S

DU LIBRAIRE.

LE Sieur JAKUES DESBORDES, ayant acheté les Exemplaires restans de ce Journal, & le Droit d'Impression, qui a commencé en Janvier 1692. & qui a continué sans interruption jusqu'à présent, avertit le Public, qu'il le fera pareillement imprimer à l'avenir, & paroîtra régulièrement en Hollande, le 3. de chaque Mois, au lieu que n'y ayant été distribué ci-devant qu'entre le 15. & le 20. il ne pouvoit pas contenir les Relations entières de ce qui s'étoit passé jusqu'à la fin de chacun des Mois dont il portoit le Titre, comme on les y trouvera désormais toutes complètes.

Les Libraires & les Particuliers qui voudront avoir plus promptement ce Journal, pourront le recevoir à droiture dudit Libraire, en lui en donnant Avis; & ceux qui souhaiteront d'y faire insérer quelques Mémoires, ou autres Pièces utiles pour l'Histoire de ce tems, n'ont qu'à les lui envoyer franches de Port. Il fournira aussi cet Ouvrage tout entier, qui a déjà 47 Tomes, à ceux qui le lui demanderont, & les Volumes particuliers de chaque Année, de même que les Mois séparément.

LETTRES HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de plus important en

EUROPE,

Et les Réflexions nécessaires sur ce Sujet.

Mois de Juillet, 1715.

LETTRE I.

Affaires d'Italie.

Rome.

MONSIEUR,

I. Les Négociations des Ministres d'Etat du Pape, & les Conférences de ses Théologiens, roulent maintenant sur trois Articles fort importants & fort

A 2

curieux,

curieux , qui me paroissent dignes de vous être communiqué ; avec des Remarques propres à dévoiler les Mystères Politiques de cette Cour raffinée, qui ont une très-grande Influence sur tous les Etats de l'*Europe* , & même sur les autres Parties du Monde, comme vous le verrez dans la suite.

Les Contestations survenues entre le Souverain Pontife & les Juges Royaux de *Sicile* sont le sujet du premier de ces Articles , qui concerne l'Excommunication que le Collège Apostolique prétend avoir été encouruë par les Siciliens , depuis qu'ils ont violé les Décrets du Saint Siège , pour exécuter ceux dudit Tribunal , dont les Magistrats ont fait publier leurs Griefs contre cet *Interdit* , & Excommunication , par le Manifeste qui se trouve à la page 555. de notre Journal précédent , avec un Mémoire propre à donner une juste Idée de l'Origine de ce fameux Démêlé , au sujet duquel les Esprits s'irritent de plus en plus , & font naître un si grand nombre de Difficultez , que l'Accommodement en devient tous les jours plus difficile.

Il paroît , en second lieu , que les plus habiles Théologiens & Jurisconsultes de la Cour Pontificale , n'ont

pas

pas encore trouvé des moyens propres à lever les difficultez qui ont empêché jusqu'à présent le Clergé de *France* de recevoir unanimement , & sans aucune Restriction ou Explication , la Constitution *Unigenitus* , qui devoit abolir entièrement le *Jansenisme* , & établir sur ses Ruines la Jurisdiction Universelle & Absoluë du Pape , sur tous les Prélats & autres Ecclesiastiques de la Communion de *Rome* , nonobstant les Immanitez & Privilèges qui les exemptent de se soumettre aveuglement à toutes les Décisions du Siège qui se dit Apostolique , contre le Sentiment du Cardinal de Noailles , & de plusieurs Evêques François , dont je vous ai communiqué , dans mes Lettres précédentes , les Mandemens opposez à cette Constitution.

Les espérances qu'on avoit de la faire recevoir sous les Modifications proposées aux Ministres du Pape , dans les Conférences qu'ils ont eues avec Mr. Amelot , Envoyé Extraordinaire du Roi Très-Chrétien auprès de Sa Sainteté , se sont évanouies , depuis qu'on a vu que la sagesse de ses conseils , l'étendue de ses lumières , & sa pénétration dans les affaires les plus obscures , ont trouvé des Difficultez

A 3

insur-

insurmontables dans celle ci, qui ne représente plus qu'un Labyrinthe tout hérissé d'Epines.

Après cela il n'y a aucun lieu de douter, que ce ne soit un Poste très-difficile à remplir, que celui d'Ambassadeur à la Cour du Souverain Pontife Romain. Je ne sai si l'Ambassade auprès du Grand Seigneur Turc, toute dangereuse qu'elle est, ne seroit point encore à préférer. Dans celle-ci, le Droit des Nations & l'Honneur du Caractère Ministériel, se trouvent quelquefois en risque : On n'y est pas trop sûr de la liberté, pas même tout à fait de la Vie : mais avec beaucoup de Prudence & de Fermeté, on ne laisse pas d'écarter les Aventures fâcheuses, & de soutenir dignement la Gloire de son Prince. Dans l'Ambassade de Rome, le Ministre est obligé de veiller continuellement pour le Salut éternel de son Monarque, & pour le sien, quelle Charge ! La Situation est aussi délicate que périlleuse. Si, manque de conduite, un Ambassadeur attiroit sur son Maître la Foudre de l'Excommunication ; ce malheur pourroit avoir des suites qui font trembler.

Supposons que le Souverain, livré
à Sa-

à Satan, ordonna sous peine de Mort, à tous ses Sujets de se *Dépapiser*, & qu'il soit assez fort, assez bien en Dragons, pour faire exécuter son Commandement, il trouveroit bien vite une soumission générale ; ce seroit des Torrens de Signatures, qu'on nomméroit *Abjurations*.

He bien ! Voyez, je vous prie, quelle Conquête ce seroit pour l'Enfer : tout un Etat à la fois deviendroît le Patrimoine du Diable ; n'est il pas déjà assez riche ? Il est vrai qu'il seferoit des Martirs, des Confesseurs, & des Fugitifs Repentans, & transplan-tans leurs Vices dans les Païs étrangers ; mais ce ne seroit-là qu'un très-petit Dédommagement pour le Paradis.

Jugez à présent si Mr. l'Ambassadeur Amelot n'a pas dû étudier toutes ses Démarches, & s'il peut trop prendre de mesures, en faisant connoître au Roi Très-Chrétien son Maître, le grand Danger auquel toute la France seroit exposée si l'on y convoquoit un Concile National, sans le Consentement du Pape, au sujet de sa Constitution *Moliniste*, puis qu'elle est un Instrument propre à troubler de plus en plus toute l'Eglise Gallicane, & à

produire même tous les redoutables effets de la Colère d'un *Vice-Dieu* irrité.

Sa Sainteté, je veux dire *Clement XI.* a pourtant aussi de son côté quelques sujets de crainte de la part du Grand Sultan, depuis que le Mufti & les Ministres du Divan, on conseillé à Sa Hauteſſe de faire la Guerre à des Princes Chrétiens de la Communion de *Rome*, & armé pour cela un grand nombre de Vaisseaux & de Troupes, qui sont en mouvement vers leurs Frontières, & allarment non seulement les Maltois & les Venitiens, mais aussi l'Etat Ecclesiastique, où le Suffragant de la Puissance Divine a dressé, contre ces Infidelles, toutes les Batteries Célestes, Mondaines & Politiques de l'Arſenal de la Papauté.

Tout ceci est la Matière du troisième Article de la Relation que je dois achever, en vous avertissant que je mets au rang des Batteries Célestes du Siège Apostolique, tout ce qui vient d'être employé dans les Basiliques de *Rome*, où le Saint Pere s'est rendu en Procession solennelle, sous l'Escorte d'une grande Cavalcade, pour la Publication d'un *Jubilé Universel* qu'il a gagné lui-même, & envoyé ensuite à tous

tous les Chrétiens de la Communion, pour les mettre en état d'obtenir de Dieu par leurs Prières, & par l'Entremise de tous ceux qui sont au Ciel, les Secours nécessaires pour résister aux Armées de la Porte Ottomane, qui sont beaucoup plus à craindre que les Portes de l'Enfer, parce que *Jesus Christ* a promis que celles-ci ne prévaudront jamais contre l'Eglise établie sur la Foi de *Saint Pierre*.

Pour ce qui est des autres Batteries de la Cour de *Rome*, elles consistent principalement dans les Négociations secrètes de ses Ministres, de ses Légats & de ses Nonces, qui mettent en usage tout ce qu'on peut imaginer dans la Politique la plus raffinée, sans laquelle les Papes ne conserveroient pas long-tems leur Couronne, parce qu'ils n'ont pas des Finances assez grandes pour entretenir autant de Troupes qu'il en faudroit opposer aux Ennemis dans l'Etat Ecclesiastique, où les Villes sont très-mal fortifiées, & les Peuples sont non seulement sans Courage & sans Discipline Militaire, mais aussi les plus ruinez de tous les Hommes, & les moins affectionnez à leur Souverain, qui change fort souvent, & n'est élu que par les Factions des Princes étrangers.

A 5 Le

Le Saint Pere considérant toutes ces choses, & se trouvant si fatigué de ces Affaires extraordinaires, qu'il ne peut jouir d'aucun Repos dans son Palais du *Vatican*, ni à *Monte-Cavallo*, a résolu de s'éloigner pour quelque tems de cette Capitale de ses Etats, où les Visites des Ambassadeurs l'accablent, & d'aller passer l'Été à *Castel-Gandolfo*: mais craignant que l'Oppression de Poitrine, dont il est ordinairement incommodé, ne l'empêchât de respirer librement le bon Air de la Campagne, s'il ne se déchargeoit pas d'une partie du gros Fardeau des Cardinaux qu'il a depuis long-tems *in Petto*, il en a tiré dehors Mr. Damien, Comte de Schonborn, Allemand, & l'a mis dans l'Ordre des Cardinaux Diacres, après avoir créé une autre Eminence dans l'Ordre des Prêtres, à la réquisition du Roi de France; c'est Mr. Henri Thiard de Bissi, Evêque de *Meaux*: & il y a maintenant deux Prélats du Sacré Palais qui sont en mouvement, pour leur porter des Calotes Rouges.

Le Général des Postes de Sa Sainteté, qui étoit le Sénateur Andrea del Rotto, étant décédé le jour du départ de ces Courriers Apostoliques, sa Charge

Charge qui vaut 3000 Ducats de Rente, a été donnée au Marquis Mouti, Boulonnois.

Je vous dirai enfin, Monsieur, que le Pape voulant s'acquitter, autant qu'il peut, des Devoirs attachez à la grande Charge qu'il possède, comme *Pere Universel* de tous les Membres de l'Eglise, que ses Théologiens partagent en trois Classes, dont l'une est Militante sur la Terre, l'autre Triomphante au Ciel, & la troisième, selon eux, souffrante dans le Purgatoire, il a non seulement ouvert le grand Trésor de ses Indulgences Paternelles, & fait expédier des Patentes Autentiques pour la Delivrance de ses Enfans Religuez & Captifs, mais aussi travaillé à peupler ces deux autres Lieux, par deux Moyens bien différens.

Le premier, en accordant d'une manière fort galante, à l'Abbé Carpegna, la permission d'épouser une Dame de la Maison de Lanti, afin que les trois Hoirs Mâles ne manquent pas dans la Ligne directe de cet Abbé, qui n'étant pas encore engagé dans les Ordres Sacrez, s'est démis volontairement de son riche Canoniat de *Saint Pierre*, & l'a cédé à Mr. Matella, Chapelain de Sa Sainteté, & premier

A 6 Garde

Garde de la Bibliotheque Vaticane.

Le second, en faisant assembler la Congrégation des Rites, pour la *Béatification* d'un Missionnaire François, qui s'est signalé autrefois dans les *Severnes*, & dont on publie la Sainteté & les Miracles, parmi les Montagnars de ce Pais-là, afin d'y éteindre le *Hu-guenotisme*.

Le Pere Daubenton Jesuite, qui est parti pour l'*Espagne*, où il sera Confesseur du Roi Catholique, & qui doit passer en *France*, a été chargé d'un Bref du Pape, au sujet de cette *Béatification*, pour le présenter de la part de Sa Sainteté à S. M. Très-Chrétienne, qui a fait de fortes Instances pour l'obtenir.

Les Cendres du Corps de ce Prédicateur Béatifié, produiront une plus grosse Rente que toute la Terre du Fief de *Palo*, que le Duc de Bracciano vient d'exposer en vente, & pour lequel le Prince Ruspoli offre deux cens mille Ecus.

La Congrégation du *Saint Office*, voyant que chacun fait Argent de ce qu'il peut troquer ou vendre, sans en excepter les Benefices Ecclesiastiques, est occupée à examiner les Procédures faites en dernier lieu contre plusieurs

seurs *Simonjaques*, dont quelques-uns ont déjà été condamnez à payer de grosses Amendes, & les autres craignent d'être obligez de jeûner, pendant que leurs Biens seront confisquez au profit de l'Inquisition, ou de la Chambre Apostolique, qui pourroient tirer des Subsidies assez grands pour faire la Guerre aux Turcs, si l'on cottoit tous les Ecclesiastiques Romains qui sont dans ce même Cas, duquel je passe à d'autres Matières.

Naples.

II. Le Viceroy a ordonné au Gouverneur de *Reggio* de faire porter le Pavillon Impérial à tous les Vaisseaux de cet Etat, afin de les mettre à couvert des Insultes des Turcs : mais la Régence n'a pas encore voulu consentir qu'il fut arboré sur deux grosses Tartanes armées en Course, qui ont été fretées dans le Port de cette Ville, à la réquisition du Pape, qui souhaite qu'on les envoie croiser contre les Corsaires de *Barbarie*, du côté de *Civita-Vecchia*, & autres lieux Maritimes de l'Etat Ecclesiastique.

Les 4 Galères qui en sont venuës, sous le Commandement du Chevalier

Ferreti, ayant chargé des Provisions dans ce Port, en partirent le 27. du Mois dernier, pour se rendre à *Malte*, avec plusieurs Chevaliers du même Etat Ecclesiastique; ceux qui ne sont pas encore partis de ce Port suspendront leur Voyage, parce qu'il y a beaucoup d'apparence que l'Armée Navale des Turcs est destinée pour faire quelques Entreprises contre les Moscovites, ou contre leurs Voisins.

Tous les autres bruits de Guerre n'allarment plus ce Pais, & les Affaires Civiles y sont maintenant fort bien réglées par les soins du Viceroy, qui a fait lever tous les Sequestres des Revenus des Fiefs de tous les Etrangers; parce que l'Empereur veut que les Feudataires soient remis en possession des Biens qu'ils ont acquis sous le Gouvernement du feu Roi Charles II. de même que ceux qui en ont été privez par les Vicerois Espagnols.

Milan.

III. Le Senat a envoyé une Députation sur la Frontière de cet Etat, pour y recevoir le Comte Charles Borromée, qui revient de la Cour de *Vienne*, chargé de plusieurs Commissions,

fions, annexées à sa Charge de Commissaire Général sur tous les Fiefs Impériaux d'*Italie*.

On dit que celui de *Macagno* appartenant à ce Ministre, vient d'être érigé en Principauté, & qu'à l'arrivée de Son Altesse on fera éclairci du succès des Négociations entre l'Empereur & S. M. C. le Roi Philippe V. dont les différens se termineront à l'amiable, s'il est vrai que les Préliminaires en sont déjà réglez, comme le bruit en court depuis quelque tems.

Venise.

IV. Le jour de l'Ascension, le Doge accompagné de la Seigneurie & du Nonce du Pape, se rendit au *Lido*, sur le Bucentaure, où il fit la Fonction qui se pratique tous les Ans en cette Ville, pour jeter dans la Mer une Bague de grand Prix, en signe d'une espèce d'Alliance avec cet Element, & au retour Sa Sérénité donna un somptueux Festin aux Nobles du premier rang qui se trouvèrent dans le Palais Ducal.

Les derniers Avis qu'on a reçus de l'Armée de cette République, par la voye d'*Otrante*, portent qu'au commencement

mencement du Mois dernier , le Capitaine Général étoit à *Patrazzo* avec les Fregates , les Galiotes & autres Batimens legers , & que les Vaisseaux de Guerre mouilloient à *Climino*, depuis qu'on y avoit été informé que le premier Vizir étoit au delà de *Salonique*, avec environ 60 mille Turcs qui s'avançoient lentement vers la *Morée*, en attendant de savoir la destination des Troupes Impériales campées en *Hongrie*.

Suivant quelques autres Avis de *Corfun*, du 4. dudit Mois, l'Armée Navale des Turcs étoit sortie des *Dardanelles*, & avoit envoyé 8 Sultanes à *Alexandrie*, 4 à *Negrepont*, 4 à *Forchières*, & 16 avec le reste de la Flotte à *Scio*; ce qui a obligé les Généraux Venitiens d'assembler un gros Corps de Troupes sur les Frontières de ce Pais-là, pour s'y opposer aux entreprises de cette Armée Ottomane.

Le Convoi commandé par Mr. Loredano, sur lequel on a embarqué plus de cent mille Ducats, & 300 mille Ecus en Argent, avec 1500 hommes, & quantité de Provisions, a fait Voile pour le *Levant*, où l'on enverra bien-tôt un autre Convoi, avec les Troupes que le Duc de Wirtemberg fournit.

fournit à cette République, & l'on y a préparé tout ce qui est nécessaire pour les recevoir sur la Route qu'elles ont déjà commencé de prendre, pour venir en ce Pais.

Le Duc de Parme fait aussi marcher, à ses dépens, vers la Capitale de cet Etat, un Régiment de 500 Fantassins, bien habillez & armez, à condition que la République le lui rendra, dans l'état qu'il se trouvera, après qu'elle aura fait toutes les Expéditions nécessaires pour vivre en Paix avec les Turcs.

Turin.

V. La Cour partit de cette Ville le 1. du Mois dernier, pour aller passer une partie de l'Eté en *Savoie*; & l'on dit qu'elle a résolu de faire ouvrir un Chemin Royal de *Nice* à *Ville-Franche*, pour la commodité des Voitures & des Marchandises, afin qu'elles ne passent plus sur le Territoire de *Genes*, où le Transport des Soyes vient aussi d'être défendu, par une Proclamation faite à *Milan*, avec des Menaces très-rigoureuses pour empêcher qu'on ne les tire, ou fasse sortir de ce Duché-là, qui en fournissoit beaucoup aux Alle-

Allemands & aux Suisses : mais ils en peuvent encore recevoir des autres Etats d'Italie, dont j'attens quelques nouveaux Avis propres à vous faire plaisir, Monsieur, car je suis, &c.

L E T T R E I I.

*Affaires du Pais du Nord, & de
Moscovie.*

Varsovie.

M O N S I E U R,

I. Le Voyage du Roi Auguste pour la Pomeranie est rompu, sur l'Avis que S. M. a reçu que la Noblesse des Palatinats de Cracovie, de Russie, de Sendomir, & de Siradie a fait un Traité d'Association pour monter à Cheval & s'assembler avant la fin de ce Mois, afin de tâcher de se joindre à l'Armée de la Couronne, qu'elle sollicite fortement pour cela, sous prétexte de se delivrer des grandes Taxes qu'on leur a imposées, & pour empêcher que le Roi ne s'approprie un Pouvoir Despotique, avec l'assistance du Czar de Moscovie.

Plu-

Plusieurs Députés de ces Palatinats sont venus de nouveau à la Cour pour renouveler leurs Instances, & demander d'être déchargés de la nouvelle Contribution qu'on leur demande pour six Mois ; mais le Commissaire de S. M. Polonoise a eu Ordre de leur représenter, qu'Elle a un très-grand besoin d'Argent pour l'entretien de ses Troupes, qui doivent nécessairement se tenir en Campagne, pour la sûreté de la Couronne & de la République, à cause des Troubles fort dangereux de la Guerre, qui est sur le point de ravager plus que jamais les Etats du Nord.

Les Complots de cette Noblesse mécontente, ayant été découverts, par des Lettres interceptées, Sa Majesté a fait revenir en Pologne une partie de ses Troupes Saxonnnes, pour observer les Mouvements de ceux des Palatinats de Russie & de Volbinie, qui s'attendoient, depuis trois mois, que les Turcs feroient Irruption d'un côté de cette République, & les Suédois d'une autre part, pour favoriser les Entreprises de ladite Noblesse ; mais comme elle ne peut rien entreprendre seule, & qu'elle voit que les Suédois ne sont pas en état de forcer les Passages,

pages,

sages, pour entrer dans ce Pais, les Mécontens se sont tellement broüillez entr'eux, qu'en étant venus aux mains, quelques-uns ont été tuez, & plusieurs autres ayant pris la fuite, se sont retirés en *Turquie*.

Le Palatinat de *Podolie* a accordé quelque Argent & des Vivres, pour mettre *Caminiec* en bon état de défense, & un Commissaire de l'Ordre des Théatins y est arrivé, avec une somme d'Argent que le Pape envoie, pour être employée aux Fortifications de cette Place, & pour engager les Palatinats voisins à donner aussi libéralement de quoi perfectionner ces Ouvrages, qui servent de Boulevard contre les Turcs.

Copenhague.

11. On a reçu Avis que les Troupes Danoises ayant décampé de *Gadebusch*, le 25. du Mois dernier, & continué leur marche le 26. jusques devant *Wismar*, elle investirent cette Place de toutes parts, en sorte qu'il ne peut plus y entrer aucune chose par terre; & on dit qu'après qu'on y aura fait une Ligne de Circonvallation, pour la tenir plus facilement bloquée,

avec

avec un Camp volant, le gros de l'Armée se joindra avec celle du Roi de Prusse, & tâchera d'entrer en *Pomeranie*.

Cependant le Roi de Danemarck a envoyé dire au Duc de Meklembourg, que les Paisans de ce Duché là, ayant refusé de livrer du Fourage à ses Troupes, qui sont si incommodées par les Chaleurs excessives, que plusieurs Soldats & Chevaux en meurent, il avoit besoin de la Ville de *Rodstok*, pour en faire une Place d'Armes, & y dresser un grand Magasin, qui soit rempli de tout ce que son Armée aura besoin d'en tirer.

Mais ce Prince a répondu là-dessus, qu'il étoit résolu d'observer une exacte Neutralité, & de ne rien livrer à aucun des Partis qui sont en Guerre les uns contre les autres; & que s'ils employoient leurs Forces pour le contraindre, il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité, contre tous ceux qui l'attaqueroient.

Il a fait entrer, pour cet effet, dans *Rodstok*, 2200 hommes de Troupes réglées, & 1200 hommes de Milices, qui sont occupez à fortifier cette Place, du mieux qu'il leur sera possible, & s'y étant rendu en Personne, pour animer

animer ses Troupes à se bien défendre, en cas d'Attaque, Son Altesse a fait mettre sur les Remparts 80 Pièces de Canon, & donné Ordre qu'on fortifie aussi pareillement la Ville de *Swerin*, avec le Poste très-important de *Ridzan*, que les Prussiens menacent d'attaquer, s'étant déjà avancés jusques sous le Canon de ladite Ville, dont ils veulent s'emparer de vive force, pour en faire une Place d'Armes, & y établir aussi leurs Magazins.

Stockholm.

III. Le Prince Héréditaire de Hesse-Cassel s'est chargé du Commandement de l'Armée Suédoise, depuis qu'il en a été déclaré Généralissime, par une Patente du Roi, qui a prié en même tems la Princesse Ulrique sa Sœur, Epouse dudit Prince, de prendre de-rechef sa Place dans le Senat, & Elle y a déjà assisté trois fois depuis ce tems-là.

On a différé le Transport des Troupes qui devoient aller faire une Irruption en *Finlande*, parce que celles que le Czar y avoit se sont avancées jusqu'à 15 lieues de cette Capitale, aux environs de laquelle il est nécessaire qu'il

qu'il reste un Corps d'Armée suffisant pour empêcher les Attaques que les Ennemis ne manqueroient pas d'y venir faire, si les avenues n'en étoient pas bien gardées.

Quelques Politiques se figurent que Sa Majesté Suédoise hazardera un Combat, si l'occasion s'en présente, & d'autres croient qu'Elle se tiendra sur la Défensive, jusqu'à ce que les Préparatifs nécessaires pour l'exécution de ses grands Projets soient achevés, tant par des Négociations secrètes que par les Moyens qu'on présume que ses Amis ou Alliez pourront lui fournir dans la suite. Cependant voici la Liste des Troupes que Sa Majesté a maintenant en *Pomeranie*.

Régimens d'Infanterie. Stuard, Meyrfeld, Hoorn, Viltart, Lentrum, & Wrangel, chacun 800 hommes. Devitte, Schultze, Robbir, Fingkop-ping, & Welling, chacun 600 hommes. Hencke, 600 Mariniers. Deux Bataillons de Holstein, chacun 500 hommes, & Mellin 300 hommes. Les Dragons à Cheval sont ceux de Nalisch, au nombre de 800. Bassewitz, 100. Vittinghoff, 60. Martefeld, 300. Stremfeld, 50. Les Dragons à pied, sont Marichal, 800. Bassewitz, 700. Vitting-

Vittinghoff, 740. Martefeld, 300. Stremfeld, 750. La Cavalerie a 350 Pomeraniens, Breime, 400 Maîtres, Kirkbach, 300. Holstein, 150. Schwerin, 300. Steinflutsche, 300. On voit par là que le total de l'Infanterie est de 9700. Celui de la Cavalerie & des Dragons de 6450. & que si on y ajoute 1500 hommes venus de Bender, cette Armée est de 17650 Cavaliers, Dragons, ou Fantassins.

Celle des Danois qui s'assembla le 15. du Mois dernier, dans la Plaine de *Grander-Heide*, pour se rendre aussi en *Pomeranie*, consiste en 52000 hommes, à ce qu'on dit, entre lesquels il y a 11400 Cavaliers, & 2000 employez à l'Artillerie : mais il faut ordinairement diminuer beaucoup de ces sortes de Calculs, lors que les Avis qu'on en reçoit viennent du Camp des Ennemis de celui à qui on les envoie ; & comme la *Suède* est maintenant dans ce Cas, & que la plupart des Nouvelles qu'on reçoit des Etats où la Guerre est allumée dans le *Nord*, se contredisent formellement, ou se détruisent d'un Ordinaire à l'autre, il faut en attendre la Confirmation répétée, avant que d'y ajouter foi, & recourir cependant à ce qu'on peut trouver de plus

plus autentique pour avoir des Eclaircissements sur ces Affaires que les Ministres Politiques déguisent adroitement, selon les différens Intérêts de leurs Souverains.

C'est apparemment dans cette vûe qu'on a fait courir le bruit, que le Roi de Prusse n'étoit pas content du Comte de Croissi, Ambassadeur de France auprès du Roi de Suède, & que la Lettre de ce Ministre adressée le Mois dernier à Sa Majesté Prussienne, telle que je vous l'ai communiquée dans mon Journal précédent, avoit produit un effet très-contraire à celui qui est exprimé dans la *Réponse* faite audit Comte de Croissi, par Mr. d'Ilgén, Ministre de la Cour de Prusse, & afin que vous en puissiez juger vous-même sur le contenu de leurs propres Lettres, je vous en envoie les Copies suivantes.

Lettre de Mr. le Comte de Croissi, à
Mr. d'Ilgén, écrite de Stralsund
le 29. Mai 1715.

M O N S I E U R,

La Lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à S. M. Prussienne, a eu un effet
Tome XLVIII. B bien

bien différent de celui que je m'étois proposé. J'ai voulu lui faire voir mon Zèle pour son Service, mon attachement respectueux pour S. M. l'envie que j'ai de contribuer à une intelligence parfaite entre lui & le Roi de Suède : Tout ce que j'ai dit a eu une interprétation désavantageuse, & le Roi de Prusse me regarde comme un Fanfaron, qui n'avoit point d'autre dessein, en lui rendant compte de la situation des Affaires, que de le braver. Ainsi, on m'attribue un Caractère qui bien loin d'être excusable dans un Médiateur, seroit méprisé dans un Ennemi. Je vous supplie donc, Monsieur, de vouloir bien effacer ces mauvaises impressions auxquelles je n'ai jamais prétendu donner lieu.

L'intention de S. M. Suédoise a été, & est encore, de vivre en parfaite intelligence avec le Roi de Prusse. Elle m'a expliqué là-dessus ses sentimens, de la manière du monde la plus claire, la plus nette, & la plus conforme au bien public, dont je serai ravi de vous donner des preuves aussi-tôt que V. E. en aura envie.

Je finirai par vous dire, que rien ne me sera plus honorable ni plus agréable que de contribuer à la Paix, entre d'aussi grands Princes. Je ne plaindrai pour cela

Mois de Juillet, 1715. 27

cela ni soins, ni peines, & S. M. Prussienne connoitra que ce n'est point une façon de parler, quand je dis que personnellement n'est plus que moi dans ses Intérêts. Faites-moi la grace de l'en assurer, de lui faire ma Cour, & de me regarder comme l'homme du monde qui est le plus véritablement, &c.

Réponse de S. Exc. Mr. d'Ilgén, à
Mr. le Comte de Croissi, écrite
de Stettin le 1. Juin, 1715.

MONSIEUR,

Le Roi ayant vu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29. Mai, m'a ordonné de vous témoigner qu'il est entièrement persuadé que celle qu'il a reçue dernièrement de V. E. n'a pas été écrite dans un autre sens, ni avec autre intention que celle que V. E. m'a bien voulu marquer : Sur quoi S. M. lui rend une entière justice, ne comprenant pas comment il se peut trouver des gens assez malicieux pour interpréter la chose autrement.

Au reste, Monsieur, il faut avouer qu'il est bien fâcheux que si S. M. le Roi de Suède a des sentimens si conformes au bien public, & à une parfaite intelli-

gence avec le Roi mon Maître, comme V. E. m'en assure, ce Prince n'ait pas voulu nous le déclarer plutôt, mais au contraire laissé aller les choses au point, & aux extrémités où elles se trouvent présentement.

Je proteste cependant à V. E. que cela ne diminue en rien le Mérite qu'elle a gagné auprès de nous, par sa bonne volonté, & par les soins qu'elle s'est donnée pour accommoder les choses à des Conditions raisonnables, quoi que cela n'ait pas eu son effet. Le Roi m'a expressément commandé d'en assurer V. E. comme aussi de l'estime & affection particulière qu'il conservera toujours pour elle. Je profite de cette occasion, pour me dire avec respect, &c.

Comme je vous ai communiqué ci-devant le Manifeste du Roi de Prusse, contre le Roi de Suède, & qu'un Ministre d'Etat de celui-ci vient de mettre au jour une Lettre pour justifier la Conduite de S. M. Suédoise, je me crois obligé de vous en donner ici une Copie, & si je puis avoir la Réponse qui lui a été faite par le Ministre de S. M. Prussienne, je vous l'envoyerai aussi, afin que vous soyez informé des Raisons qui sont alléguées de part & d'autre,

d'autre, & qui donne lieu à ces deux Princes de se faire réciproquement la Guerre, nonobstant tout ce que des Puissances Neutres ont fait, & sont encore pour terminer les Différens dont il est parlé dans ladite Lettre, qui me paroît un peu trop forte dans quelques-unes de ses Expressions, dont la Matière est de grande Conséquence, comme vous en ferez convaincu par la lecture de la Copie suivante.

Lettre de Monsieur le Baron de Mullern, Ministre d'Etat du Roi de Suède, au Sieur Sternhook, Secrétaire des Commandemens de Sa Majesté, écrite de Stralsund du 16 — 27. Avril 1715.

Quoi qu'on soit assez bien instruit des variations de la Cour de Prusse, & de ses desseins peu amiables, manifestez par plusieurs de ses démarches envers Sa Majesté; Néanmoins, pour montrer clairement, combien ladite Cour est peu équitable, & de quels artifices elle s'est servie depuis quelque tems, j'ai jugé nécessaire de vous mander ce qui s'est passé au sujet de Stertin, entre Sa Majesté, depuis son retour, & le Roi de Prusse.

Il est notoire de quelle manière ce Prince a déjà dans le tems que le Roi étoit en chemin pour revenir de Turquie, tâché de persuader la Cour Impériale aussi bien

que la Diette de Ratisbonne, de la nécessité de prendre des mesures contre Sa Majesté, en faveur de la conservation de la tranquillité dans l'Empire, & que le but n'en étoit que de rendre odieux les Desseins de Sa Majesté. Mais comme la Cour de Prusse n'en avoit aucune connoissance, ce ne pouvoit être que pour mieux cacher les Siens, qu'on ne découvre déjà que trop avoir été turbulens dès ce tems-là.

Néanmoins, Sa Majesté étant heureusement de retour, fit incessamment connoître qu'Elle n'avoit rien tant à cœur, que de vivre en bonne intelligence avec le Roi de Prusse, & l'en assura par une Lettre très-obligeante.

De son côté il fit aussi entrevoir quelque disposition à terminer amiablement les Différens survenus au sujet de Stettin, & agréa pour cet effet les bons Offices de Son Altesse Sérénissime le Landgrave de Hesse-Cassel,

Mais cette Négociation fut bien-tôt entièrement rompuë par la Cour de Prusse, nonobstant que Sa Majesté avoit consenti à des Conditions raisonnables, & entre autres à ne pas toucher à la Saxe, afin de montrer ses égards pour la conservation de la tranquillité dans l'Empire.

Comme la Cour de Prusse ne jugea pas alors à propos de découvrir ses véritables sentimens, mais plutôt de gagner du tems pas de nouvelles Négociations, propres à être rompuës quand Elle le voudroit, Elle s'adressa

s'adressa à la Cour Impériale, & presque en même tems à celle de France, & la requit de se charger de la Médiation, après qu'au deshonneur de la Cour Impériale, elle avoit quasi récusé la sienne.

La France disposée à complaire en cela à la Cour de Prusse, fit offrir sa Médiation à Sa Majesté, pour une composition amiable des susdits Différens, laquelle Sa Majesté accepta, afin de montrer à toute la Terre son inclination d'entretenir une sincère amitié & bon Voisinage avec la Prusse.

Mais quoi que la France ait apporté tout l'empressement possible, & employé actuellement ses Offices, tant à notre Cour qu'à celle de Prusse, pour terminer heureusement l'Affaire à la satisfaction de part & d'autre; Néanmoins celle-ci n'a cherché qu'à la rendre de plus en plus difficile; Elle en changeoit de jour à autre les Conditions; Elle renfermoit en attendant toutes ses Garnisons dans la Poméranie Suédoise, & y élevoit, contre toute raison & équité de nouvelles Fortifications, & particulièrement dans les Isles d'Usedom & de Wollin. Elle a forcé les Sujets de Sa Majesté, non seulement à y fournir des matériaux, mais aussi à y travailler; & a enlevé de l'Arsenal de Sa Majesté, à Stettin, quantité de Canon pour les garnir.

Enfin la chose est venue au Point que la Prusse ne fait plus de Mystère de rendre

inutiles les Offices de la France, & de refuser une Médiation qu'elle a pourtant recherchée elle-même, dans la persuasion qu'il est tems d'exécuter le Desein formé depuis long-tems, de se déclarer Ennemi ouvert de la Suède.

On ne peut qu'être confirmé dans cette opinion, quand on considère les raisons mal fondées qu'elle publie, pour donner une couleur à ses mouvemens & à ses dispositions peu amiables; ses Prétextes sont qu'Elle est forcée à tout cela par les grands Préparatifs de Guerre de Sa Majesté; que son Desein est de faire au plutôt Invasion dans la Prusse; que la France ne s'employe pas sérieusement dans la Médiation; & que les témoignages de l'intention de Sa Majesté pour la conservation de l'amitié, inférez dans la dernière Lettre de Sa Majesté au Roi de Prusse, au sujet de quelques Vaisseaux emmenez, ne peuvent être regardez que comme de belles paroles.

Cependant elles ont été jusques ici mé nagées avec une telle attention, qu'aucune Puissance n'a jamais paru en douter, ni n'aura à l'avenir sujet de le faire.

D'ailleurs, l'expérience a suffisamment fait connoître, que Sa Majesté s'est tenue jusqu'ici tranquille, aussi n'a-t-elle eu aucun dessein de faire Irruption dans les Pais de Prusse, ayant au contraire eu une ferme résolution d'attendre le succès de la Médiation.

Au

Au lieu de tout cela, la Prusse n'a parlé que de Marches & de Campemens. Elle a fait clairement entendre au Ministre de Sa Majesté, aussi bien qu'à celui de France, & même menacé hautement, qu'elle commenceroit les hostilités au 10. de Mai Nouveau Stile, & qu'Elle entreiroit dans la Ligue du Nord, si S. M. ne déclaroit de ne vouloir entrer ni en Saxe ni en Pologne, & si Elle ne faisoit cette déclaration dans le susdit terme prescrit, directement à la Cour de Prusse, & sans la faire passer par les mains de la France, dont on a pourtant accepté de part & d'autre la Médiation, & sans qu'elle voulut s'engager à rien de réciproque.

Et quoi que le Ministre de France ait, par Ordre exprès, fait depuis peu de jours entendre à la Cour de Prusse, que le Roi son Maître espéroit d'obtenir de Sa Majesté la déclaration désirée en faveur de la Saxe & de la Pologne; cette insinuation n'a pourtant fait aucune impression, & n'a même pu faire surseoir un moment la résolution prise d'attaquer ouvertement Sa Majesté, tous les Préparatifs étant déjà faits pour cela, & ses Troupes en pleine marche.

Dans cette situation, Sa Majesté étant pleinement convaincu des mauvaises intentions du Roi de Prusse, & ayant de plus pénétré que son dessein étoit de renfermer de plus en plus les Troupes de Sa Majesté, en fortifiant les Places qui ne

B 5

dépen-

dépendent en aucune manière du Territoire de Stettin, Sa Majesté a été nécessaire, pour prévenir tout cela, de pourvoir à sa sûreté, en se mettant en possession de l'Isle d'Usedom & de ses Forts. Et à cette occasion, quoi qu'une partie des Troupes de Prusse aient les premières tiré du Canon & de la Mousqueterie sur les nôtres, qui n'avoient point d'Ordre de le faire, on n'a pas laissé de les traiter avec douceur, & de les faire conduire avec leurs armes à Anclam.

Il est aisé de se figurer que le Roi de Prusse ne manquera pas de décrier par tout, cette démarche de Sa Majesté, & de la faire passer pour une Rupture; mais on espère aussi, que toutes les personnes équitables considérant la conduite peu amiable de la Prusse, telle qu'on vient de la représenter selon la vérité, & ses menaces ouvertes de commencer les hostilités au 10. de Mai, s'en formeront une idée plus juste, & qu'elles regarderont la susdite démarche comme une précaution absolument nécessaire, Sa Majesté n'ayant que pour sa sûreté fait entrer ses Troupes dans une Terre qui lui appartient sans contestation, & que la Prusse a occupée avec d'autant moins de raison, que cette Isle aussi bien que celle de Wollin, n'est spécifiée dans aucune des Conventions qu'elle a faites au sujet de Stettin.

J'ai crû nécessaire de déduire amplement tout ceci depuis son commencement, afin

afin que vous puissiez en informer exactement la Cour de Vienne: Sa Majesté ayant la ferme confiance en Sa Majesté Impériale, qu'elle n'approuvera nullement la conduite extraordinaire de la Cour de Prusse, qui allume une nouvelle Guerre dans l'Empire, dans le tems même que Sa Majesté Impériale a montré un soin très-loüable d'éteindre celle qui y étoit.

On dit que le Comte de Croissi continué d'exhorter vivement le Roi de Prusse à un Accommodement, & il est certain qu'il écrivit une Lettre au Comte de Flemming le 19. du Mois dernier, dans laquelle, après lui avoir répété toutes les démarches qu'il a faites pour engager Sa Majesté Prussienne à rendre *Stettin*, moyennant 400 mille Ecus; il ajoute, qu'étant „ informé par plusieurs Avis, de l'inclination de la Cour de Pologne „ pour la Paix, il s'adresse à lui, comme au Ministre d'un Prince qui a le „ moins d'intérêt dans cette Guerre, „ pour le prier instamment de lui communiquer les moyens qu'il jugera „ les plus convenables, pour parvenir „ à un Accommodement.

Toutes ces sollicitations n'empêchent pas que les Alliez du Nord ne soupçonnent que ce Ministre de Fran-

ce cherche plus à gagner du tems, qu'à faire réussir cette Négociation ; mais il semble qu'on a lieu de penser le contraire, quand on considère les dangers auxquels le Royaume de Suède est exposé par cette Guerre, la situation épineuse de l'Armée de cette Couronne en *Pomeranie*, où elle est environnée par un si grand nombre de Troupes ennemies, qu'elles surpassent plus des trois quarts celles des Suédois ; & quand on apprend en même tems que le Roi Très-Christien qui pouvoit donner de grands Secours à ce Prince, fait connoître à toutes les Cours de l'*Europe*, qu'il ne desire rien tant que leur Repos, & de procurer amiablement, pour cet effet, une Paix Générale. Je suis, &c.

L E T T R E I I I .

*Affaires de Turquie, d'Allemagne,
& de Suisse.*

Constantinople.

M O N S I E U R ,

I. Quoi que je vous aye communiqué ci-devant ce que j'avois appris de
Turquie,

Turquie, par les Avis reçus de différens endroits, depuis que la Porte Ottomane a déclaré la Guerre aux Vénitiens, je ne doute pas que vous ne soyez bien aise d'apprendre maintenant quelques autres particularitez de ces Affaires-là, qui n'ont été mises que dans les Lettres envoyées à droiture de la Cour du Grand Seigneur le 16. Avril dernier, & arrivées seulement depuis une quinzaine de jours.

Elles nous apprennent que les Corps de Métiers sortirent de cette Capitale-là le 6. du Mois précédent, étant habillez de différentes manières, selon leur coûtume, pour aller au Camp de Dabud Pacha, qui étoit formé alors près du Serrail de ce Pourvoyeur des Troupes destinées à se mettre en Campagne.

Sur quoi vous ne savez peut-être pas, que c'est une Maxime inviolable parmi les Turcs, que des Artisans de toutes sortes de Professions suivent leur Armée, au milieu de laquelle ils forment plusieurs rangs de Boutiques en droite Ligne, où l'on trouve toutes sortes de Marchandises & de Provisions, comme si on étoit dans une grande Ville.

Le 8. dudit Mois, les Janissaires
B 7 firent

firent leur sortie en très-bon ordre. Le 10. l'Ambassadeur de *Venise* fut embarqué sur un Vaisseau du Grand Seigneur, & transporté dans un des Châteaux des *Dardanelles*, avec un Secrétaire, un Valet de Chambre, un Page, & son Aumônier. Ses Interprètes, les Enfans de Langue, ses Porteurs de Lettres, qui sont Esclavons, & le reste de ses Officiers & de ses Domestiques, furent envoyez au Château des Sept Tours.

Le 14. le Grand Seigneur, & le Vizir, sortirent avec une magnificence extraordinaire, & un grand concours de Peuple, pour aller aux Tentes dressées hors de la Ville.

Le 16. les Bostangis partirent. Le 18. les Canonniers au nombre de 5000. Le 20. les Spahis, & le 21. les Zebegis.

Le 23. le Grand Seigneur revint à *Constantinople*; & de son Kiosque ou Balcon qui est sur la Mer, à la pointe du Serrail, il vit sortir du Port le Capitan Bacha, avec le reste des Vaisseaux, des Galères, des Galiotes, & des Brigantins.

Le Port étoit couvert de Caiques remplies de Spectateurs. Toute la Flotte salua, & le Grand Seigneur prit beaucoup de plaisir à voir tirer l'Artillerie

tillerie d'un Vaisseau neuf à trois Ponts, armé de 130 Pièces de Canon, dont il y en avoit 16 de 48 livres de balle dans la Batterie basse, & il étoit monté de 1800 hommes tous choisis, & de belle taille.

On a fait embarquer sur cette Flote tous les Bombardiers & les Mineurs qu'on a pû trouver, & on est dans l'attente du succès de cette nouvelle Guerre, pour laquelle le Sultan & le Grand Vizir s'étant rendus à *Andrinople* au commencement d'Avril, avec toute la Cour Ottomane, en devoient partir le 18. de Juin, pour aller vers *Jaila-fi*, & de là en *Morde*, où la plus grande partie des Troupes de Sa Hauteffe devoit se trouver.

On dit que les Turcs ont formé une seconde Armée, pour entrer en *Dalmatie*; que 10000 Tartares sont en marche pour se rendre vers *Temiswar* ou *Belgrade*, & que le Grand Seigneur a envoyé un Capigi Bacha au Kan des Tartares avec des Ordres secrets.

Vienne.

II. L'Empereur ne fait pas encore si le Sultan acceptera sa Médiation, pour terminer les Différens de la Porte
Otto-

Ottomane avec la République de *Venise*, & on n'en sera informé qu'après le retour de l'Express que l'Aga Ibrahim a dépêché de cette Ville à *Andrinople*.

La Cour Impériale n'est pas encore entrée en Négociation sur cela, & n'a pas même donné de Réponse à cet Aga sur ses Lettres de Créance, qu'il a délivrées au Prince Eugene de Savoie, dans la Conférence dont je vous ai parlé le Mois dernier.

Cependant, comme ce Ministre de la Porte tient des Discours menaçans, & qu'on est informé que le Sultan a déposé le Seraskier de *Belgrade*, & mis à sa place un Bacha qui ne respire que la Guerre, il y a cinq mille Impériaux qui travaillent en diligence, aux Fortifications de *Bude*, & on répare aussi les autres Places sur toutes les Frontières de la *Turquie*.

Depuis le retour de la Cour Impériale au Palais de la *Favorite*, on y a tenu plusieurs Conférences, tant sur les Affaires de la Porte Ottomane, que sur celles des Troubles du Nord; & il y en eut deux fort longues le 20. & le 21. du Mois dernier chez le Prince Eugene, auxquelles 16 Ministres de l'Empereur se trouvèrent, pour délibérer

bérer tous ensemble sur les Moyens les plus propres à pacifier les Différens qui causent cette Guerre.

La Diette des Etats de *Hongrie*, qui a duré 8 Ans, envoya ses Résolutions à l'Empereur au commencement du Mois dernier, & S. M. I. les ayant signées & renvoyées auxdits Etats, ils ont enfin terminé leurs Séances à *Presbourg*, après avoir accordé que la Ligne Feminine des Archiduchesses d'Autriche aura droit de succéder à la Couronne de ce Royaume-là.

Mr. de Saint Saphorin Envoyé Extraordinaire de *Suisse*, est chargé d'une Commission des Cantons Protestans, pour terminer leurs Différens avec l'Abbé de *Saint Gal*, & établir une bonne intelligence avec la Cour Impériale.

On dit que les Ministres des Electeurs de Cologne & de Bavière, ne recevront l'Investiture des Etats de Leurs Alteesses, qu'après que les François auront retiré les Troupes qu'ils ont mises dans le Bailliage de *Germersheim*, qu'ils prétendent leur appartenir, comme dépendant de *Landau*.

Le bruit court que l'Electeur de *Treves* sollicite l'Empereur de donner le Montferrat au Duc de Lorraine, Frere

Frere de Son Altesse Electorale.

Le Gouvernement de *Comorre* a été donné au Prince de Beveren ; & le Comte de Metsch est chargé de prendre soin des Intérêts de S. M. I. dans le Cercle de la *Basse-Saxe*, depuis que le Comte de Schonborn, qui avoit cette Commission, a été fait Cardinal.

Le Comte de Wolkra a reçu des félicitations, sur ce qu'il est déclaré Envoyé Extraordinaire de cette Cour, auprès du Roi de la Grande Bretagne.

Le Baron de Weyburg, Envoyé Extraordinaire du Roi de Danemarck, a notifié à cette même Cour, le Traité d'Alliance conclu depuis peu, entre S. M. Danoise & S. M. Britannique.

Le Comte de Mansfeld Prince de Fondi, Conseiller d'Etat, Maréchal Général de Camp, Chevalier de la Toison d'Or, & Grand d'Espagne, étant décédé en cette Ville, âgé de 74 ans, y fut enterré le 11. du Mois dernier, au Tombeau de ses Ancêtres dans l'Eglise de la Maison Professe des Jesuites.

Les deux Impératrices Douairières étant allées faire quelques Exercices de Dévotion à *Marien Zell*, pendant les Fêtes de la Pentecôte, y laissèrent en Don, à l'Image couronnée de N.

D.

D. un Cœur d'Or, enrichi de 182 Diamans.

Ratisbonne.

III. La Diette Générale de l'Empire n'a point encore pris de Résolution finale, au sujet de l'Entretien des Fortereffes sur le *Rhin*, parce que les uns veulent que tous les Membres de l'Empire y contribuent, & les autres prétendent que les Cercles dans lesquels elles sont situées, soient chargés de cette Dépense, à l'exemple des Cercles de la *Haute & Basse-Saxe*, qui ont le soin de pourvoir à l'entretien de leurs Places.

Le Chevalier de Whitworth, ci-devant Envoyé de la feuë Reine Anne à cette Diette Impériale, y présenta ses Lettres de Créance le 7. du Mois dernier, de la part du Roi George, qui l'a confirmé dans cet Emploi.

Le Comte Ernest de Metternich, Fils du Ministre qui est présentement à la Cour de *Vienne*, a été nommé par le Roi de Prusse, pour avoir Séance dans le Collège Electoral, de la part de l'Electeur de Brandebourg, comme il l'avoit déjà dans le Collège des Princes, de la part de *Magdebourg*.

Le

Le Duc de Montbeliard a écrit au Corps Evangelique, & l'a prié de faire ses Instances auprès de l'Empereur, pour obtenir de S. M. son rétablissement dans ses Etats, conformément au Traité de *Bade*.

IV. *CONCLUSION prise à la Diette de Westphalie le 23. Mai 1715.*

I. Comme les Troubles du Nord continuent toujours, & paroissent devenir plus dangereux, & que le Louable Cercle doit penser à sa sûreté, & se mettre dans l'état nécessaire de défense, chaque Etat du Cercle sera tenu, en faveur de l'Intérêt commun, d'y contribuer sa part, en opposant à tems des Moyens suffisans.

II. Comme les 5000 hommes d'Infanterie que ce Cercle a présentement sur pied, pourroient ne pas suffire pour résister au passage & autres violences à craindre, on demandera à tems du Secours au Haut Cercle associé.

III. On priera parciellement les puissans Etats du Cercle, par des Lettres Circulaires, qu'il leur plaise, à la réquisition de l'Etat du Cercle qui sera le plus exposé au Danger, de venir à son secours, routes les fois qu'il en sera besoin, avec les Troupes qu'ils ont sur pied, (sans pourtant qu'ils aient de Compenstation ou d'indemnisation à attendre pour cela) de les joindre

joindre aux Troupes du Cercle, & de repousser ainsi, en combinant leurs Armes, la force par la force.

IV. Les Troupes du Cercle de Westphalie, seront commandées par le Baron de Bernsaw, Général du Cercle, pour les employer en cas de besoin par tout où le Haut Directoire le jugera à propos & nécessaire: Mais si l'indisposition de ce Général continuoit, ou qu'il lui en vint d'autres, le Commandement de ces Troupes sera confié au plus ancien Général qui se trouvera dans le Corps, & cela sous la direction du Haut Directoire du Cercle.

V. Ce Général n'aura point de Gages à prétendre du Cercle pour ce Commandement: néanmoins, il jouira d'une Gratification raisonnable & proportionnée au tems qu'il aura actuellement été en Expédition, laquelle Gratification sera tirée des communs Moyens du Cercle, & prise de ce qu'on aura retenu au Baron de Bernsaw, Général du Cercle.

VI. Dès que le danger du Passage ou de quelque Irruption sera passé, les Troupes devront être renvoyées sans délai dans les Pais de leurs Maîtres.

VII. L'Etat oppressé, à qui le Cercle donnera assistance, ne sera obligé de fournir que le couvert aux Troupes; & chaque Etat sera tenu d'entretenir à ses propres fraix son Contingent, & de fournir les Vivres, Munitions & autres choses nécessaires: mais l'Etat oppressé devra avoir

avoir soin de faire en sorte, que les Vires se puissent avoir à tems & en abondance, à un prix raisonnable.

VIII. Tous & chaque Etat doivent tenir & avoir leur Contingent prêt, pour le pouvoir livrer sur la première Lettre du Haut Directoire, au tems & lieu fixé; & si quelque Etat venoit à être trouvé en défaut à cet égard, le Commandant Général aura droit & sera tenu de remplacer ce qui manquera au Contingent, aux dépens de l'Etat négligent, & il pourra pour ce supplément s'adresser à un Etat voisin armé.

IX. Mais afin que chaque Etat tienne d'autant mieux son monde prêt à marcher, & que par négligence il ne le laisse pas tomber en desordre, on ordonnera au Baron de Bernsaw, Général du Cercle, qu'il fasse de tems à autre la revûe du Bataillon de la Ville de Cologne, dans cette Ville même; celui d'Aix-la-Chapelle, & les autres Contingens, près d'Aix, dans un lieu propre & situé entre ces Etats: Qu'il les assemble; qu'il les fasse passer exactement en revûe, qu'il examine de près leur monture & leurs armes, qu'il leur fasse aussi faire l'Exercice, & qu'il en donne chaque fois & incessamment un Avis circonstancié au Haut Directoire, comme aussi chez quel Etat il aura trouvé quelque manquement; Messieurs les Hauts Directeurs, de même que Paderborn & Osnabrug, & les autres Etats con-

currens,

currens, ayant résolu de faire observer la même chose en deçà du Rhin.

X. L'Artillerie nécessaire, les Munitions, les Attelages, & le monde requis pour cela, devront être fournis en cas de besoin par l'Etat le plus exposé au danger; mais tout le Cercle sera obligé d'en faire le remboursement, à proportion du Corps entier, & du Secours du Cercle.

Cologne.

V. On a reçu Avis que les Troupes de Paderborn, qui devoient sortir de Boon à la fin du Mois dernier, y sont restées, parce que le Roi de France & les Etats Généraux des Provinces-Unies des *Pais-Bas*, demandent qu'on raze les Fortifications de cette Place-là, conformément au Traité de Paix, avant qu'elles en sortent.

On est pareillement informé que 8 à 10 mille hommes de Hanover campent aux environs de Cödringen, pour garder les Frontières de leur Pais.

Les Troupes Françoises & celles de Hesse sont toujours fort tranquilles dans leurs Quartiers: mais celles de Mayence sont occupées aux Fortifications de cette Ville-là, qui doivent être perfectionnées cet Eté.

Franc-

Francfort.

VI. On continuë à lever du monde en cette Ville pour le Service des Venitiens, & l'Empereur y a fait prendre 100 Boulengers, pour les envoyer en Hongrie.

Aussi-tôt que le Chemin de Pierre qu'on fait entre cette Ville & *Dusseldorp* sera achevé, Son Altesse Electorale en fera applanir & paver un semblable au dessous de cette Place-là, jusqu'aux confins de son Territoire.

On mande de *Stutgard*, que le Duc de Wirtemberg qui y fait sa Résidence ordinaire, a résolu d'aller fixer désormais son Domicile à *Ludowisbourg*.

Affaires de Suisse.

Soleure.

VII. Plus on va en avant, plus on est curieux de voir en ce Païs quels seront les effets du Renouveau d'Alliance entre la France & les Cantons Catholiques, & si ce Traité subsistera.

Plusieurs de ces Cantons en doutent, & les François même avoient que

que cette Confédération sans celle des autres Cantons leur est inutile, puis que les Cantons Catholiques, qui suivant ce Traité, sont obligez en cas de nécessité, de fournir 16000 hommes au Roi de France, ne sont pas en état de le faire, au lieu que le Canton de *Berne* seul, peut fournir commodément ce nombre de Troupes sans s'incommoder.

Ce Traité contient XXXV. Articles, entre lesquels le V. fait beaucoup de bruit, & me paroît de plus grande conséquence que les autres: mais comme ils sont tous assez importants, & propres à satisfaire votre curiosité touchant les Affaires Politiques du Corps Helvetique, dont les suites dépendront à l'avenir de l'observation ou de l'infraction de ce Traité, dont on aura besoin d'examiner chaque Article en particulier, afin de juger sur un fondement solide des Difficultez qui pourront naître là-dessus, je crois que vous aurez du plaisir de le trouver ici tout entier, comme il vient de paroître en cette Ville.

Tome XLVIII.

C

RE-

RENOUVELLEMENT D'ALLIANCE,
entre le Roi Très Chrétien de France &
de Navarre, d'une part ; & les Lôi-
ables Cantons Catholiques de la Suisse,
& la Lôiable République de Valais, de
l'autre. Fait à Soleurre, le 9. Mai 1715.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE.

Comme ainfi soit, que pendant la Diette te-
nuë à Lucerne au mois de Décembre 1713. par
les Lôiables Cantons Catholiques & la Lôiable
République de Valais, Messieurs les Deputez au-
roient mûrement réfléchi sur l'état présent de l'Eu-
rope, sur celui du Lôiable Corps Helvetique en
général, & sur le grand malheur arrivé à la France
par la mort de Monseigneur le Dauphin ; Et con-
sidéré, que par cette perte l'Alliance conclûe en
1663. avec très-Excellent & très-Puissant Prince &
Seigneur LOUIS XIV. par la Grace de Dieu Roi
Très Chrétien de France & de Navarre, Duc de
Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Gennes, &c.
glorieusement régnant, se trouvoit limitée à sa
vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans
après son décès. Après avoir attentivement exa-
miné combien cette Alliance est utile, tant à la
Couronne, qu'à tous les Membres qui composent
le Lôiable Corps Helvetique ; & en même tems
reconnu le bien qui en résulteroit, en la portant le
plus loin qu'il seroit possible ; Ils crurent pour la
gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, de-
voir communiquer leurs Idées à Son Excellence
Monfieur le Comte du Luc, Ambassadeur du Roi
en Suisse, qui les ayant goûtées, convint qu'il en
rendroit Comte à Sa Majesté, & eux à leurs Su-
périeurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa
miséricorde a voulu que S. M. les Cantons & la
République de Valais, ayent également agréé les
mêmes

mêmes Idées ; en sorte que le Roi d'une part, &
les Cantons de Lucerne, Uri, Schwitz, Undervald
de haut & bas, Zug avec les Offices extérieurs, Gla-
ris Catholique, Fribourg, Soleurre, Appenzel Ca-
tholique, République & Pais de Valais de l'autre
part, ayant donné leurs Pouvoirs réciproques, qui
ont été communiqûés & trouvez en bonne forme :
Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on est
convenu des Articles qui suivent, pour la sûreté,
défense, & conservation de nos Personnes, Hon-
neurs, Royaumes, Duchez, Principautés, Vil-
les, Pais, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets,
tels qu'ils soient, que nous ayons & possédons, au-
rons ou posséderons tant deçà que delà les Monts.

I. On déclare expressement, que quoi que tous
les Cantons & Etats qui composent le Corps Hel-
vetique, ne soient pas compris & dénommez dans
le présent Traité, l'intention est de les inviter (au-
tant qu'il sera convenable) à l'accepter, n'ayant pas
lieu de douter, qu'y trouvant leurs avantages, ils
n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il est é-
galement glorieux à tous, & absolument nécessaire
pour le maintien de la République en général.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle & d'Al-
liance ci-devant conclus, seront regardez comme
la base de celui-ci, & comme une preuve constante
de l'ancienne Union entre les deux Nations : mais
le tems apportant du changement en toutes choses,
& pouvant arriver, que par des variations inévit-
ables, ou par des explications différentes, les an-
ciens Traitez ne soient pas religieusement observez
dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon, de
ratifier de nouveau par la presente Alliance, tous
les Traitez ci-devant faits, & nommément la Paix
perpetuelle, les Alliances des Annees 1521. &
1663. & toutes les Lettres Annexes.

III. L'expérience ne permettant point de dou-
ter des avantages qu'on doit trouver dans la conti-
nuation d'une parfaite intelligence entre les deux
Nations, le Roi Très-Christien, pour mieux mar-
quer

quer sa grande affection au Corps Helvetique ; & bien voulu renouveler la presente Alliance, pour être continuée avec le Serénissime Dauphin Heritier présomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté, à condition, qu'après le décès du premier Roi Successeur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-Christiens qui le succéderont aussi bien que les Cantons, Républiques & Etats jureront & ratifieront l'exacte observation de la presente Alliance dans tous ses Points, & remédieront aux cas qui n'auront pas été prévus dans ce Traité, ou auxquels le laps du tems auroit apporté quelque alteration ; ce qui se fera à chaque changement de Règne, par les Ambassadeurs pourvus des pleins Pouvoirs nécessaires, & par les Députés munis du plein Pouvoir de chaque Canton de la Suisse, République & Etat qui seront compris dans la presente Alliance : Cette précaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à présent.

I V. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage réciproque des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les Liables Cantons, la République de Valais, & autres Alliez compris dans le Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue expérience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une Union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soumis à Sa Majesté & au Corps Helvetique, fait envisager le bénéfice qui en doit résulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidélité réciproque, avec laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, on convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663. Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué intérieurement, soit par des Forces étrangères, ou par des divisions intestines, le Corps Helvetique en ces deux cas accordera sans aucun délai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle

laquelle levée ne pourra être de plus de seize mille hommes : Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par Terre, & non sur Mer, conformément à l'Article 7. de l'Alliance de 1663. Cette levée se fera aux dépens du Roi alors régnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, République, & Etats dont on prendra le monde. Lors que Sa Majesté aura tiré desdites Troupes les services desirés, Elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui pourront leur être dûes, jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons.

V. Que si en échange le Corps Helvetique, ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puissance étrangère, ou qu'il fût troublé intérieurement : au premier cas, S. M. les aidera de ces Forces, suivant que la nécessité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M. & dans le second cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois les Successeurs employeront, sur la réquisition de la Partie molestée & grevée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter les Parties à se rendre une réciproque justice ; & si cette voyen'avoit pas tout l'effet desiré, S. M. ainsi que les Rois les Successeurs, sans rien faire qui detruise la presente Alliance, & au contraire, pour l'exécuter dans son véritable sens, emploiera à ses propres dépens les Forces que Dieu lui a mises entre les mains, pour obliger l'Agresseur de rentrer dans les règles prescrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entre eux. S. M. & les Rois les Successeurs, se déclareront Garants des Traitez qui pourront se faire entre les Liables Cantons, supposé que Dieu permit, qu'il arrivât quelque division entre eux.

VI. Les Officiers, Soldats, & autres attachez au militaire & à la solde du Roi, seront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, soit Capitation, Dixième, ou autres Impositions, quelque nom qu'on puisse leur donner, par rapport à leurs appointemens ou à leur solde.

Si

Si les sus-nommés ont acquis, ou s'ils possèdent des Biens fonciers en France, sans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouiront leur vie durant, aussi bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même manière que peuvent en jouir les Commencés, ou les Nobles; en sorte que les Suisses sus-nommés n'aient à supporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils posséderont.

Mais si lesdits Soldats, quoi qu'au service, entreprennent, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel Métier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de S. M. en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouiront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'intérieur du Royaume, ou dans les Places frontières, jouiront de toutes les franchises, mais sans abus; & pour les prévenir, on réglera suivant les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers pourront entrer dans les Villes par rapport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de Vie, & autres Denrées nécessaires à leur subsistance; & si lesdits Vivandiers Suisses en abusaient, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soumis à la confiscation de ces Vives, & à la Justice Suisse, pour être châtiés dûment.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pied qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lors que les Régimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. livres 8 sols par homme par mois, & 1660 liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lors qu'ils seront destinez pour demeurer pendant

dant la Campagne entière dans des Garnisons éloignées de la Frontière où la Guerre se fera, 16 liv. par homme par mois, & 1000 liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses; Mais si les Troupes Suisses, qui n'auraient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 175 hommes effectifs, seront réputés complets, & jouiront de 27 hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par rapport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175 hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au Service de Sa Majesté.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines qui auront le malheur de faire des Pertes considérables par des Sièges ou des défenses de Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs Pertes; pendant lequel tems leur payement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pied de la première revue, qui sera faite après ledit tems de quatre ou cinq mois expiré.

XII. Les Capitaines seront payez régulièrement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'Année; moyennant quoi ils seront obligés de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on

donnera 6000 liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette Somme sera déduite sur la Solde dans les six derniers mois de la première Année du Service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recrûs, des étapes à la sortie des Frontières de la Suisse, jufques aux lieux de leurs Garnifons; & fupposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jufques aux Frontières de la Suisse.

XV. Lors qu'il y aura des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en feront; & si le Capitaine mort a des Parens qui soient Officiers & capables, S. M. les préférera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis, & continuera de permettre les recrûs pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors que les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le Service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiés dans les revués.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au Service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer ses Soldats Suisses de Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec sa Compagnie, seldits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recrûs, sont obligez

gez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recrûs, ou très peu, au grand préjudice du Service, & en même tems des Capitaines; il est convenu que l'Officier qui conduira une recrû, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton différent où il passera, afin qu'il trouve la Protection convenable; & si malgré cette précaution, on ne laissoit pas d'user de violence & de debaucher ladite recrû, en ce cas le Canton où la chole sera arrivée, en rendra le Baillif ou les Officiers Subalternes responfables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil Cas.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpétuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ses Conféderez, Sujets, Terres, Pais & Seigneuries; & si les Sujets de S. M. contrevenoient à cet Article, ils seront rappelez diligemment & punis selon leurs démerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, qu'il possède presentement ou possèdera à l'avenir; & si les Sujets desdits Cantons y contrevenoient, ils seront rappelez diligemment, & punis selon leurs démerites.

XXI. Lors que Sa Majesté, Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, commanderont en personne les Armees, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de

L'Article V I. de l'Alliance de 1663. qui porte „ que s'il venoit que durant la Guerre que S. „ M. T. C. ou son Successeur se trouvât, ou „ voulût se trouver en propre personne en quel- „ que lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de „ les Ennemis, Elle, ou son dit Successeur, „ pourra lever à ses dépens, tant de Capitaines „ & Soldats qu'Elle voudra, & que bon lui sem- „ blera.

XXII. En conformité de l'Article XXII de l'Alliance de 1663. conçu en ces termes : „ Et „ d'autant que lesdites Terres & Seigneuries pos- „ sédées par notre grand Oncle en l'An 1521. ne „ sont en nôtre possession, cependant nous des „ Lignes refuserons tout secours, faveur, assi- „ stance & aide, sans respect de qui que ce soit, „ & de quelque qualité & dignité que puissent „ être, ou soient ceux qui voudroient ce ré- „ quérir.

Il est convenu expressément que si le Roi, Mr. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vou- loient rentrer dans la possession des Pais, Etats, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Sei- gneuries, Droits, & Terres stipulés dans l'Al- liance du Roi François I. de glorieuse mémoire conclue en 1521. le Corps Helvetique refusera tout secours, faveur, assistance & aide, sans res- pect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requérir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, Mr. le Dau- ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Hel- vetique jugeassent pour le bien des Parties, de- voir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la manière dont il faudra agir contre l'Ennemi commun ; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune propo- sition de Paix, Treve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun

Traité,

Traité, qui ne soit également agréé par le Roi alors régnant, & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles, & comme tels seront exempts du Droit d'Au- baine dans les Royaumes & Etats de l'obéissan- ce du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Pais avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquérir comme les Nationaux, & s'ils ont quelque Méier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvu qu'ils le soumettent aux Régles établies dans les lieux où ils éliront leurs domi- ciles. Jouront aussi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Successions de ceux de leur Nation décédez en France, pourvu qu'il en ait été fait Inventaire par les Juges des lieux, suivant les Régles & Usages ordinaires, & seront traitez en tout comme les propres Sujets de Sa Majesté.

Quant aux Suisses qui la servent actuellement dans les Troupes, à les gages & solde, ils se- ront exempts de toutes Charges, & n'en suppor- teront d'autres, que celles qui sont attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquérir, comme les Nationaux dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, jouissant au surplus de tous les Privilèges & Exemptions qui leur en ont été accordez par les Rois Prédecesseurs de Sa Maje- sté, & par elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privilèges & Exemptions sont accordez à ceux de la Nation Suisse, qui auront été dans les Troupes de Sa Majesté à ses gages & solde, pourvu qu'ils y aient servi pen- dant trois années consécutives, & qu'ils en soient sortis de l'agrément, & par un Congé en bon- ne forme de leurs Supérieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront aussi suc- céder en Suisse par parentés, Testaments, Do- nations, ou tous autres Actes usitez, & seront protégés par les Magistrats & Juges établis ; en

sorte qu'ils ne seront soumis à aucun Droit d'Aubaine, Traite-forestière, ou autres pour leurs propres Biens : Mais pour ce qui est des Biens Suisses, qui leur pourroient échouer par Mariages, Successions, Testaments, Donations, ou autres Actes usitez dans le Pais, ils y seront maintenus de même que les Suisses, réservées pourtant les Régales & autres Droits usitez.

Les Marchands, Négocians, Messagers, Pelegrins, & autres, pourront trafiquer & négocier librement, & sans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, séjourner, & demeurer en Suisse, sans fraude, ni déception, ainsi qu'il est expressément porté dans l'Alliance de 1663. Article X X.

X X V I. Jouiront ceux de la Nation Suisse sur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Privilèges qui leur ont été accordés par les Rois Prédécesseurs de S. M. & par Elle, ainsi qu'ils sont énoncés dans les Traitez de Paix & d'Alliance, & qu'ils en ont dû jouir en conséquence desdits Traitez ; dans lesquels Privilèges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils soient confirmés & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pouront transporter l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, pourvu qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passports nécessaires, afin d'éviter les abus.

X X V I I. Comme un des principaux fruits d'une Alliance est, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Allié ; il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le V I I I. Article de la Paix perpétuelle, & dans le X I V. de l'Alliance de 1663. que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permettra aucun passage, soient en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donnera aucu-

ne

ne assistance directe ou indirecte ; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Assassins, & Perturbateurs du Repos public, déclarez tels par le Roi à l'égard de ses Sujets, ou par les Cantons à l'égard de leurs, vinssent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la première réquisition, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis, d'examiner si le requérant sera bien ou mal fondé : pretexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne soit jamais mal interprété & eludé.

X X V I I I. S'il arrivoit aussi, que des Voleurs se réfugiaient en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution ; & si ces Voleurs étoient Domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits.

X X I X. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du X I V. Article de l'Alliance de 1663, d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défense des Etats, Pais, Places, Villes, Châteaux, & Seigneuries appartenans à l'une desdites Parties, & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de son dit Allié & Ami, à condition que dans ces passages il sera observé de payer régulièrement, & de n'apporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera ; & pour le maintien d'une bonne Police & Correspondance, il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des Denrées, & pourvoient tant à la sûreté des passans, qu'à celle des Pais & Peuples où la Route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenues de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi bien que de la Route qu'elles devront tenir.

C 7

X X X.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétez, Obligations & Alliances, par Mariages, Aquisitions ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, Procès & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation différente auront quelques difficultés, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le demandeur sera tenu de rechercher la Partie par devant les Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent présentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords, Sociétez ou Contrats, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se feroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naître dans leurs Sociétez.

Le Roi & le Corps Helvétiques s'obligent réciproquement, de faire rendre bonne & brève justice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvétique.

XXXI. De plus S. M. d'une part, & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier ressort par des Juges des Cours Supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, soient exécutés dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Pais où le condamné se trouvera après le Jugement; en sorte que si un François, pour frauder ses Créanciers ou Créditeurs, se réfugioit en Suisse, il y sera poursuivi & fait, afin de le nécessaire de satisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes les interprétations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on se promet de part & d'autre, de s'en rapporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Juge.

Jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contrats & Obligations dont on est convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, seront continuées, & se payeront régulièrement tous les ans, ainsi que de coutume, dans la Ville de Soleurre, & en espèces ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, réservez. . .

Et de la part de nous les Cantons & Républiques & Pais de Valais sont réservez, le Pape, le St. Siège Apostolique, le Sacre Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis; aussi bien que toutes nos Franchises & Libertez, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coaliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contrats, Intelligences, & Confédérations que nous avons entre nous, qui ont été réservez dans l'Alliance de 1663. & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite réserve, au cas que quelqu'un d'entre nous leddites deux Parties voulût endommager, envahir, ou molester par Guerre leddits Réservez.

XXXIV. Et si aucuns des Réservez desdites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement ou indirectement, l'une ou l'autre Partie dans les Royaumes, Etats, Pais, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, possède, & a droit, tiendra, possèdera, & aura droit, lors l'autre Partie sans égard, & sans considération, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molestant, ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, lesdits Cantons déclarent, qu'elle est & sera toujours purement & expressément réservée & préférée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent postérieures à l'An 1521. depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce, le très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV., Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Asse, Seigneur de Gènes, &c. Et les Cantons & République & Pais de Valais ci-dessus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette susdite Alliance, Confédération, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la présente, pour eux, & pour leursdits Successeurs, de l'observer & exécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ses Points & Articles, comme ils sont écrits ci-devant.

En foi de quoi nous l'Ambassadeur du Roi, & les Députés des Cantons & République ci-dessus mentionnez, avons signé le présent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apposé les Cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M. & celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & dûe forme, & échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du susdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou six mois, ou plutôt à sa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de réserver de sa part, pour être ensuite insérés dans l'Article XXXIII. Fait à Soleure le 9. Mai 1715.

Signé, par le Comte du Luc, & par 30 Députés.

Tous

Mois de Juillet, 1715. 65

Tous les Cantons, tant Catholiques que Protestans, ont envoyé leurs Députés à *Franwenfeld*, où se tiendra l'Assemblée Générale du Corps Helvetique, dont on dit que les principales Délibérations rouleront sur ce que les Cantons Protestans espèrent que l'Empereur approuvera que les Différens entre l'Abbé de *Saint Gal* & les Cantons de *Zurich* & de *Berne* soient terminés par la Médiation de l'Empire, & qu'il la déferé ensuite à l'Electeur Palatin, & au Roi de la Grande-Bretagne, en qualité d'Electeur de Brunswick.

Le Comte du Luc, Ambassadeur de France, auprès dudit Corps Helvetique, ayant fait savoir à tous les Cantons qu'il devoit se rendre incessamment à la Cour de *Vienne*, & adressé pour cela une Lettre au Canton de *Zurich*, qui la communiqua aux autres, Son Excellence alla prendre Congé du Senat de cette Ville de *Soleure*, le 20. du Mois dernier, & ensuite des deux Avoyers; après quoi ce Ministre partit le jour suivant, pour sa nouvelle Ambassade, sans être accompagné de qui que ce soit de ce Canton, ni des autres, mais seulement de sa Maison, qui est composée d'environ 200 personnes.

Mr.

Mr. d'Avarey qui doit lui succéder en la même qualité , est attendu de jour à autre en ce Païs , de même que le Comte Borromée , qu'on dit être chargé d'une Commission de l'Empereur , au sujet du renouvellement de la Capitulation avec l'Etat de *Milan* & les Grisons.

Les Députez des Cantons de *Zurich* & de *Berne* , qui ont été envoyez à *Toggenbourg* , pour accommoder les Différens survenus , en dernier lieu, entre les Habitans de ce Païs-là , sont retournés chez eux , après avoir réuissi dans leur Commission : mais les fréquentes Broüilleries qui y sont arrivées depuis long-tems , sont assez connoître qu'il n'y a pas lieu de se fier beaucoup à cette nouvelle Pacification. C'est le sentiment de vôtre , &c.

L E T T R E I V.

Affaires de France.

Paris.

M O N S I E U R ,

I. Les bruits répandus de toutes parts, au sujet de l'Indisposition qui survint
au

au Roi le 14. du Mois dernier , se sont dissipés aussi tôt qu'on a vû la Santé de S. M. T. Chrétienne si bien rétablie, que le 19. ce Monarque fit passer en Revûe devant lui , non seulement les Gendarmes & les Chevaux Legers, mais aussi plusieurs Compagnies de Mousquetaires , & assista le jour suivant à la Procession , & aux Offices solempnels de la Fête-Dieu.

Le 22. S. M. donna Audience particulière au Prince de Cellamare, Ambassadeur Extraordinaire du Roi d'Espagne, Gentilhomme de sa Chambre, & Grand Ecuyer de la Reine , nouvellement arrivé à la Cour de *France*, avec le Marquis de Miraval, Conseiller du Conseil Royal de *Castille*, qui va en *Hollande*, en qualité d'Ambassadeur d'*Espagne* , & qui a aussi eu l'honneur d'être admis à l'Audience du Roi T. C.

Il a paru depuis quelques Semaines cinq Arrêts du Conseil d'Etat de S. M. dont le premier , qui est pour la *Compagnie de ses 340 Secretaires* , contient en substance , „ Que ce nombre ne „ sera point augmenté , ni diminué ; „ que chacun d'eux aura 2200 livres „ de Gages effectifs , & sera tenu d'en „ payer 10 mille dans les Revenus „ Casuels, pour tenir lieu d'augmen- „ tation

„ tation de ces Gages au Denier 25.
 „ & que par conséquent ladite Com-
 „ pagnie en Corps payera trois Mil-
 „ lions 400 mille livres : Que lesdits
 „ 340 Conseillers Secretaires de la
 „ Grande Chancellerie seront réputez
 „ Nobles de 4 Races, & capables d'ê-
 „ tre reçûs dans tous les Ordres de
 „ Chevalerie du Royaume.

Le second porte que „ toutes les Pro-
 „ messes de la Caisse des Emprunts se-
 „ ront tirées au Sort, au commence-
 „ ment de ce Mois, pour indiquer par
 „ avance celles qui seront rembour-
 „ sées au Mois d'Octobre prochain,
 „ suivant la Déclaration du 7. Mai
 „ dernier ; afin que les Porteurs de
 „ ces Promesses, connoissant par avan-
 „ ce celles dont ils seront payez en ce
 „ tems-là, puissent s'en aider avec
 „ plus de facilité dans leurs Affaires.

Le troisième ordonne „ Que les Ma-
 „ tières d'Or & d'Argent, seront re-
 „ çûes dans les Monnoyes jusqu'au
 „ premier d'Août prochain ; sans au-
 „ cune déduction des fraix de Brassa-
 „ ge & de Fabrication.

Le quatrième porte „ Création de
 „ 500 mille livres de Rente au Denier
 „ 16. à prendre par préférence, tant
 „ sur les 4 Deniers par livre de l'Im-
 „ position

„ position des Tailles de l'année 1713.
 „ que sur 2 Deniers que S. M. ordon-
 „ ne être distraits des 8 Deniers con-
 „ vertis par l'Edit du Mois d'Octobre
 „ de ladite Année, & par les Taxa-
 „ tions au Denier 12.

Le Capital montera à 8 Millions,
 que le Roi promet de rembourser avec
 les Intérêts, en moins de 16 Années.

Le cinquième ordonne „ Que les
 „ Procès & Différens Civils, pour
 „ raison des Faillites & Banqueroutes,
 „ soient portez par devant les Juges &
 „ Consuls, jusqu'au premier Janvier
 „ 1716.

11. Le Don Gratuit que le Clergé
 fait au Roi est de 12 Millions, & le
 Prêt que les Nouvelles publiques ont
 marqué devoir être de 20 Millions,
 fera d'un Tiers davantage ; ce qui fait
 que le Roi est très-content de la Ré-
 solution qui a été prise sur cela dans
 cette Assemblée, qui continué encore
 ses Séances, sous la Direction des Ar-
 chevêques de *Narbonne*, de *Bordeaux*,
 d'*Albi*, & de *Bourges*, ayant pour Ad-
 joints les Evêques de *Blois*, de *Vivier*,
 & de *Saint Flour*, & un autre dont le
 Nom est en blanc dans la Liste de ces
 Présidens, sous lesquels tous les Pré-
 lats Députez par le Clergé travaillent
 dans

dans six Bureaux différens ; mais on ne fait pas encore quelles Résolutions ils prendront au sujet de la Constitution des 101 Propositions condamnées.

Celles du Clergé assemblé l'An 1682. ayant commencé à paroître dans quelques Theses de Sorbonne , au commencement du Mois dernier , on croyoit que cela se faisoit par Ordre de la Cour , & on assuroit même qu'il avoit été envoyé au Syndic de cette Faculté , où l'Abbé de Vertamont de Chavagnac soutint dernièrement une Proposition concernant le *Temporel des Rois*, après que le Marquis de Leche-raine , Ambassadeur du Roi de Sicile fut sorti d'une Audience qu'il eût du Roi Très Chrétien , dans laquelle ce Ministre représenta à S. M. la nécessité qu'il y avoit de s'opposer aux Entreprises de la Cour de *Rome* , sur les Droits des Souverains.

On dit outre cela , que Mr. le Comte de Pontchartrain écrivit une Lettre à Mr. du Pin , par laquelle il lui ordonnoit de faire une Dissertation sur cette Matière , en faveur de S. M. Sicilienne , & que ce fameux Auteur reçût beaucoup d'honneur en Sorbonne à l'Assemblée du *Prima Mensis*, où la Faculté lui accorda les Droits des Doc-teurs

teurs qui sont entrez dans la quarantième Année de leur Doctorat , en Reconnoissance du soin qu'il a eu de faire imprimer les Statuts de cette même Faculté , auxquels il a joint une Préface très-curieuse.

Mais cet Ordre donné pour faire soutenir en Sorbonne lesdites Propositions du Clergé , n'a pas été de longue durée , puis qu'il vient d'être révoqué , & qu'on a aussi défendu à Mr. Dupin de donner à l'Ambassadeur du Roi de Sicile les Mémoires qu'il avoit été chargé de lui fournir , pour soutenir ses Intérêts , contre les Prétentions du Pape.

Cet Ambassadeur s'en est plaint à Mr. le Chancelier , qui lui a répondu , que la Plume de ce Docteur étoit trop ardente , pour écrire en un tems comme celui-ci , contre la Cour de Rome. L'Ambassadeur repliqua sur le champ , que si la Plume de ce Docteur étoit trop ardente , le Flegme de son Maître étoit assez grand pour discerner ce qu'il seroit à propos de publier.

On cherche à toute force des Défenseurs à la Constitution. Mr. d'Argenson a eu Ordre de s'adresser pour cela à deux Théologiens fort habiles , dont l'un a refusé d'entreprendre de faire cette

cette Apologie, & l'autre s'est enfin rendu aux sollicitations réitérées qu'on lui a faites, & a promis d'y travailler.

Le Roi s'est plaint en général des Benedictins, parce que dans une Congrégation aussi savante que la leur, il n'y a personne qui écrive pour cette Constitution, & Mr. de Pontchartrain leur ayant fait connoître que S. M. vouloit absolument qu'ils réfutassent les Livres qui paroissent contre cette Bulle, nomma même pour cela Dom Martiani, & Dom Rouxelle; mais le premier s'en est déjà excusé, & on croit que le second refusera aussi cette Commission.

Le bruit court pareillement que les Supérieurs Généraux de l'Oratoire, & de Sainte Geneviève n'ont pas voulu acquiescer à ce qui leur a été demandé par des Lettres de la Cour sur le même sujet; & par conséquent voilà la Constitution réduite à ne trouver des Défenseurs que parmi les Jesuites, dont les Ecrits n'ont pas encore été, jusqu'à présent, assez Persuasifs ou Didactifs pour disposer tous les Prélats de France à recevoir les Dogmes contraires à ce grand nombre de Propositions condamnées par cette Bulle Pontificale.

Mr.

Mr. l'Evêque d'Arras, pour n'avoir pas voulu la publier, a eu Ordre de ne se pas trouver aux Etats d'Artois, & est sorti pour cela de sa Ville Episcopale, ce qui a beaucoup affligé ses Diocésains.

Trois Curez du Vicariat de *Pontoise*, dans le Diocèse de *Rouen*, ont pareillement refusé de la publier; mais leur Archevêque a prononcé contre l'un d'eux, qui s'est retiré, une Sentence, par laquelle il déclare qu'il a encouru, *ipso facto*, l'Excommunication portée par ladite Constitution.

La Requête que les PP. Jesuites avoient présentée au Conseil d'Etat du Roi, pour avoir droit d'heriter, quand ils sortent de la Société, a été décrétée très-favorablement pour ceux qui voudront se séparer de cette Compagnie avant l'âge de 33 ans, puis que ce Decret porte qu'ils auront la Faculté de rentrer dans leurs Droits & Biens, dès le jour de leur sortie.

Il me semble qu'on peut inférer de tout cela, que cette Société a, non seulement beaucoup de Crédit à la Cour de S. M. T. C. comme auprés de plusieurs Monarques & Princes; mais aussi un Pouvoir soutenu par des Intrigues capables de contrebalancer

Tome XLVIII.

D

l'Au-

l'Autorité des plus grands Prélats, en ce qui concerne les Matières Ecclesiastiques, & qu'elle donne même aujourd'hui le Branle dans leurs Assemblées, pour y faire pancher la Balance du côté de ceux qui sont dévouiez à cette Compagnie, ou du moins pour la tenir dans un Equilibre propre à rendre inutiles tous les Efforts de ses Antagonistes, dont quelques-uns se lassent enfin, & se rangent même dans son Parti, en suivant l'exemple tout récent de Mr. l'Archevêque d'*Auch*, qui a mieux aimé publier en dernier lieu cette Constitution Moliniste, dont il s'agit maintenant, que de rester plus long-tems exilé de l'agréable séjour de *Paris*, & privé des Douceurs de la Cour de *Versailles*.

Elle vient de perdre Messire François de Nesmond, Evêque de *Bayeux*, Doyen des Prélats de *France*, & des Docteurs de Sorbonne, qui décéda le 16. du Mois dernier dans la 53. Année de son Episcopat, & la 85. de son âge.

III. La Reine Douairière d'Angleterre a quitté *Saint Germain*, pour aller en *Lorraine*, où Elle doit prendre les Eaux de *Plombières*, & la Comtesse de Furstemberg s'est rendue de ce côté-

côté-là, dans une Chaîse de Poste, pour aller recevoir cette Princesse à *Commerci*.

Le Prince Electoral de *Saxe* est aussi parti de *Versailles*, pour aller voir ce qu'il y a de plus remarquable dans les principales Villes de *France*, avant que de s'embarquer pour *Londres*.

Il est arrivé depuis quelques jours en cette Cour un Exprès à l'Ambassadeur de Perse, avec des Dépêches du Grand Sophi, qu'il a aussi chargé de beaucoup de Bijoux & de belles Pierres, pour les présenter au Roi, quand cet Ambassadeur prendra son Audience de Congé.

Le Comte de Stairs, qui diffère encore de prendre le Caractère d'Ambassadeur du Roi de la Grande-Bretagne, ayant eu dernièrement l'honneur de voir Madame la Duchesse Douairière d'Orleans, lui remit une Bague de Diamans de grand Prix, que feut Madame l'Electrice Douairière Sophie de Hanover, Mere du Roi de la Grande-Bretagne, avoit léguée à cette Duchesse, qui étoit sa Nièce.

Le même Comte a paru fort surpris d'apprendre qu'on a entrepris l'Expédition de *Majorque*, pendant que des Ministres d'Etat du Roi Très-

Chrétien traitoient avec lui d'un Accommodement entre la Cour de *Madrid* & les Majorquains : surquoi l'on dit, que le Marquis de Torci à qui il en a porté ses plaintes, lui a répondu
 „ Que c'étoit-là l'Ouvrage des Espagnols, & non pas des François, &
 „ qu'apparemment le Roi d'Espagne
 „ avoit jugé à propos de se servir de
 „ l'occasion présente, qui lui avoit
 „ paru favorable pour soumettre à son
 „ Obéissance ces Insulaires.

IV. Il en sera parlé dans la première occasion, par une Relation entière de tout ce qui concerne cette Expédition, & le bon succès qu'elle a eu, cependant voici quelques Particularitez fort remarquables d'un Discours dans lequel Mr. l'Abbé Chancey ayant fait publiquement à l'Hôtel de Ville à *Lyon*, un Eloge du Roi Très-Chrétien, dit, en jettant les yeux sur le Tableau de S. M. „ De quelque manière qu'on puisse jamais envisager
 „ vôtre Règne ; de quelque Face qu'il
 „ se présente à la Postérité, il offrira
 „ toujours le Spectacle le plus éblouissant & le plus auguste, tant par sa
 „ durée que par la singularité des Evénemens, les Succès dans la Guerre,
 „ les Tresors de Sagesse dans la Paix,
 „ le

„ le long tissu des Faits Héroïques, &
 „ l'enchantement des Merveilles, &c.
 „ feront l'Impression la plus vive sur
 „ l'esprit de ceux qui seront assez habiles,
 „ ou assez téméraires pour écrire
 „ l'Histoire de V. M. Un Prince de son
 „ Auguste Maison, assis sur le Trône
 „ d'Espagne, ayant été accompagné
 „ jusques sur la Frontière par les deux
 „ Princes ses Freres, comme JASON
 „ le fut par *Castor & Pollux*, lors
 „ qu'il alla se rendre Maître de la *Troïson d'Or*, & après les plus grands
 „ Efforts redoublez de tout l'Europe
 „ armée contre la *France*, &c. on a
 „ vu quelque chose de pareil à ce qui
 „ se passa à la seule Journée de *Pharsale*,
 „ qui décida de l'Empire du
 „ Monde en faveur de Jules-Cesar,
 „ puis que la seule Bataille de *Denain*,
 „ a décidé de la Souveraineté de plus
 „ de trente Royaumes, & des vastes
 „ Empires des Indes, en faveur du
 „ Petit-Fils de LOUIS LE GRAND.

On dit que S. M. T. C. a déclaré publiquement à la Cour, depuis la venue du dernier Courier d'Espagne, que le Roi *Philippe V.* n'a plus de Rebelles dans ses Etats, d'où l'on infère que les *Majorquains* ont tellement été épouvantés à l'Approche de l'Armée Na-

vale de ces deux puissans Monarques, qu'ils se sont d'abord soumis à l'Obéissance de S. M. Catholique. Sur quoi je me figure, que les Troupes & les Habitans des Isles de *Sainte Marguerite*, n'ont pas été moins épouvantez que ces Espagnols-là, par l'Ouragan effroyable qui a bombardé ceux-ci, d'une manière qui est succinctement expliquée par le Narré suivant.

VI. Une furieuse Tempête, qui s'éleva soudainement dans ces Isles-là, le 4. du Mois dernier, fut continuellement accompagnée de grands Tonnerres, qu'on entendit de toutes parts, depuis 10 heures du matin, jusqu'à 6 heures du soir; & qui lançoient des Brandons de feu, serpentans au travers des Nuages épais & sombres, dont la noirceur rendoit le jour comme une Nuit fort obscure.

Le Grondement de ces Tonnerres ébranloit toutes ces Isles, & le premier Coup qu'on sentit auprès d'une Tour de Pierre, la raza jusqu'aux Fondemens, après avoir tué quelques Soldats, & blessé d'autres Personnes qui prenoient la fuite. Un autre dont les Carreaux étoient lancez comme des Fusées, dont la tête est chargée de Grenades & de Petards, écrasa 3 Femmes

mes

mes & 2 Hommes, auprès desquels il déferra les 4 Pieds d'un Cheval, sans lui faire aucun mal. Un troisième rôtit en un instant 6 autres Chevaux, & un quatrième mit le Feu aux 3 Châteaux de ces mêmes Isles, qui furent entièrement brûlez, & plusieurs gros Monceaux de Cailloux, tellement consummez, qu'il n'en reste ni Chaux ni aucuns Vestiges.

Les terribles Effets de ces Phénomènes extraordinaires me paroissent dignes de l'attention d'un Philosophe comme vous, Monsieur, pour en découvrir les véritables Causes Physiques, qui ne sont pas encore assez bien connues des plus Savans de ce Siècle, afin de rendre parfaits leurs Systèmes sur les Opérations prodigieuses de la Nature. C'est le sentiment qu'a sur cela, votre, &c.

LETTRE V.

Affaires de la Grande-Bretagne.

Londres.

MONSIEUR,

I. L'Anniversaire de la Naissance du Roi ayant été célébré le 8. du Mois

D 4

der-

dernier, avec une très grande Magnificence à la Cour, pendant que l'Étendard Royal fut arboré en divers lieux, on fit plusieurs Salves de toute l'Artillerie de la Tour & du Parc, les Boutiques restèrent fermées, il y eût beaucoup de Feux de Joye, & presque toutes les Maisons firent des Illuminations, à l'exception des Jacobites: de 26 Evêques qu'il y a en Angleterre, 22 allèrent en Corps pour complimenter Sa Majesté, & saluer le Prince & la Princesse de Galles.

Les Gardes du Corps, les Grenadiers à Cheval, & les Milices eurent Ordre d'empêcher les Tumultes, & vers le Soir on doubla les Gardes, & on fit des Détachemens pour patrouiller pendant la Nuit: Mais les Malintentionnez qui avoient été tranquilles ce jour-là, ne le furent pas le lendemain, qui étoit l'Anniversaire du Rétablissement du Roi Charles II. car ils commirent plusieurs Desordres, & burent même à la Santé du *Prétendant* dans la Place de *Smithfields*, après y avoir brûlé l'Effigie d'Olivier Cromwel, & celle du Docteur Hoadley, Ecclesiastique, qui a écrit en faveur des Whigs.

Les Jacobites d'*Oxford*, de *Leeds*, &

& de *Manchester* ont eu la hardiesse de célébrer publiquement l'Anniversaire de sa Naissance, le 21. dudit Mois, en faisant sonner les Cloches dès la pointe du jour jusqu'à minuit, & en criant autour des Feux de Joye & par les Ruës, *Vive Jacques III.* &c. en suite de quoi ils ont abattu quelques Eglises des Presbyteriens, & menacé d'attaquer le Mylord Maire & les Troupes qui entreprendroient de s'y opposer.

Quelques-uns de leurs Chefs ont néanmoins été arrêtez, & la Cour ayant été informée de tout cela, a donné Ordre qu'on en dressé des Informations, en attendant que le Parlement fasse des Réglemens, ou des Loix, pour empêcher ces grands Desordres.

Quoi que la Conduite de ces Mécontents fasse beaucoup de bruit dans les Pais Etrangers, il y a néanmoins des Ministres d'Etat bien intentionnez pour S. M. Britannique, qui regardent tranquillement ces Emotions Populaires, se persuadant que ce ne sont que des Feux de Paille, & une espèce de Ferment dans le Corps Politique, à peu près semblable aux Ebulitions de Sang, que le Corps naturel ressent au changement des Saisons:

D. J.

car

car ils croient que le Gouvernement présent est établi sur des Fondemens inébranlables, tant à cause de l'Intérêt que toutes les Bourses de l'Etat ont à le conserver, que parce que la nombreuse Famille Royale, a non seulement l'Affectiō de tous les Gouverneurs des Fortereſſes, & des Magistrats des Villes de la *Grande-Bretagne*, mais aussi celle de tous les Officiers des Troupes qui y ſont.

Les Changemens que les Seigneurs ont faits au Bil pour le Règlement de ces Troupes ſont, qu'au lieu qu'il étoit dit par ce Bil, „ Que le Roi „ pourra lever les Troupes qu'il „ gera néceſſaires pour la Défense de „ ſes Etats; on a mis, *pour défendre la Grande-Bretagne & l'Irlande*: Et qu'on y ſpécifie le nombre des Troupes qui doivent reſter ſur pied, en tems de Paix, dont il n'étoit pas fait mention dans ledit Bil; ſavoir, *dans la Bretagne Meridionale*, 1995 Cavaliers, 1185 Dragons, & 4870. Fantaffins: *Dans la Bretagne Septentrionale*, 1335 Hommes: *En Irlande*, 1305 Cavaliers, 634 Dragons, & 10214 Fantaffins: *Dans les Colonies, en Amérique*, 1905 Hommes: *A Minorque*, 2500. *A Gibraltar*, 1500. & en *Flandres*,

Mois de Juillet, 1715. 83
dres, 1895. Ce qui fait en tout, 29338 Hommes, tant de Cavalerie & Dragons, que d'Infanterie.

Quelques Soldats du premier Régiment des Gardes, s'étant plaints de ce que le Drap des Habits neufs qu'on leur a fait donner le Mois dernier, étoit plus groſſier qu'à l'ordinaire, & les Chemiſes moins fines, en ont jetté une partie au Feu, devant les Fenêtres du Palais Royal, ce qui étoit venu à la connoiſſance du Duc de Marlborough, il fit paſſer en Revûe ce Régiment le 14. & appaiſa les Soldats mécontents, en leur faiſant le Discours ſuivant.

M E S S I E U R S,

Je ſuis très-fâché de voir que vous avez un ſi juſte ſujet de plainte, touchant vos Habits. Je prens cette occaſion pour vous déclarer, que je ſuis tout à fait innocent de ce Grief; & vous pouvez compter, que je ferai tout mon poſſible pour aller à la Source du tort qu'on fait à vous & à moi. J'ai pris la réſolution, dont rien ne ſera capable de me détourner, d'en demander inceſſamment ſatisfaction, ſans avoir égard à qui que ſoit; & je ne croirai jamais trop faire, pour des gens qui méritent tant que vous.

J'ai ordonné qu'on vous donne des Habits neufs, qui, à tous égards, soient dignes du premier Régiment des Gardes de S. M. Je vous prie de rendre ceux-ci, & de prendre vos vieux Habits, jusqu'à ce que les neufs soient faits; ce qui, je vous promets, sera aussi-tôt qu'il se pourra. J'ai eu l'honneur de servir plusieurs Campagnes avec quelques-uns de vous, & j'espère que vous me ferez la justice de déclarer à tout le monde, que je n'ai jamais fait tort, de dessein prémédité, à aucun de vous. Si je puis vous rendre service, du plus petit jusqu'au plus grand, je serai toujours prêt à le faire, & j'en embrasserai l'occasion avec joye. Je suis persuadé que je vous laisse maintenant dans les sentimens de bons Sujets du meilleur des Rois, & que vous êtes entièrement satisfaits.

Mr. Robert Walpole, Ecuyer, Préfident du Comité Secret, dont il a été parlé dans notre Journal précédent, ayant fait son Rapport à la Chambre des Communes le 22. du Mois dernier, au sujet de la Conduite du dernier Ministère de la feuë Reine Anne, il y a eu sur cela plusieurs grands Débats, dont la Relation feroit un gros Volume, après lesquels on a enfin ré-

solu.

solu d'accuser de Haute-Trabison & de Haute-Malversation le Lord Vicomte Bolingbroke, le Comte d'Oxford, le Duc d'Ormond, & de Haute-Malversation le Comte de Strafford: Mais tous les Chefs d'Accusation n'étant pas encore dressés, les Communes résolurent le 28. dudit Mois, de remettre pour quelques jours à délibérer plus amplement sur ce Rapport.

Sur quoi le Général Stanhope dit,
 „ Que par ce Delai on ne vouloit pas
 „ jeter de l'Eau sur un Fer chaud, ou
 „ laisser tomber les Accusations, comme les Mal-intentionnez tâchoient
 „ de le persuader: mais que comme
 „ le Comité ne vouloit rien faire à la
 „ légère, il avoit résolu de consulter
 „ les plus habiles Avocats, pour dresser les Chefs d'Accusation.

Je ne manquerai pas de vous les communiquer aussi-tôt qu'ils paroîtront, cependant voici un *Extrait de ce Rapport*, qui a été imprimé en Anglois, dans un Volume de 42 feüilles, partagé en LXXI Sections, dont les xxiii premières contiennent en substance, ce qui suit, après quoi je vous informerai du reste dans mon Journal du Mois prochain, afin que vous ayez une entière connoissance de ce grand Démêlé, & de ces Procédures.

D 7

cedures.

cédures extraordinaires, qui ne sont pas moins dignes de l'Attention de tous les Ministres d'Etat & des Politiques, que de la vôtre.

Extrait du Rapport fait à la Chambre des Communes le 20. Juin 1715. par Mr. Robert Walpole, Ecuyer, Président du Comité Secret.

LE Comité Secret ayant examiné les Livres & Papiers, que la Chambre lui a remis, remarque qu'ils concernent 5. Points capitaux, savoir : 1. les dernières Négociations de Paix & de Commerce : 2. la Démolition de *Dunkerque* : 3. le Contrat de l'*Assiento* : 4. quelques Négociations touchant les Catalans : 5. quelques menées secrètes touchant le *Prétendant*.

Le Rapport du Comité ne roule que sur 3. de ces Articles : les deux autres qui sont la *Démolition de Dunkerque*, & le *Contrat de l'Assiento*, sont renvoyez à un second Rapport, que le Comité promet de faire incessamment.

Le Comité s'étend particulièrement sur les Négociations de Paix & de Commerce, & déclare d'abord qu'il n'est pas en son pouvoir, de donner une Relation suivie de tout ce qui s'est passé là-dessus, parce que plusieurs Livres, Lettres & Papiers ont été supprimés.

Passant ensuite à l'examen des Pièces, que des Personnes intéressées ont bien voulu laisser, le Comité en produit soixante & onze, savoir :

N^o. I. Les premières Propositions de la France, signées par Mr. de Torci le 22. Avril 1711. Sur quoi le Comité observe, qu'il ne paroît pas à qui ces Propositions ont été adressées, quelles démarches la France a faites auparavant, ni quelles avances l'Angleterre a pu faire pour engager

les François à les envoyer; mais qu'elles ne sont conçues qu'en termes vagues & généraux, pour exciter la jalousie & la division entre les Alliez & qu'elles prouvent que dès le commencement, le dessein de la France a été d'assurer au Roi Philippe l'Espagne & les Indes Occidentales.

Le 27. Avril 1711. V. S. Mr. le Secrétaire St. Jean envoya ces Propositions à Mylord Raby, avec ordre de les communiquer à Mr. le Grand Pensionnaire, & de l'assurer que Sa Majesté étoit dans la résolution d'agir de concert avec les Etats, tant pour faire la Paix que pour continuer la Guerre. Mylord Raby répondit par les Lettres des 25. & 26. Mai, que Mr. le Grand Pensionnaire au nom des Etats, l'avoit remercié de la confiance que la Reine avoit en eux, l'assurant que de leur part ils ne feroient aucune démarche, que de concert avec Sa Majesté.

Après ces mutuelles assurances entre l'Angleterre & la Hollande, le Comité est surpris de ce que pendant plus de cinq mois, l'Angleterre n'a rien communiqué aux Etats des Négociations entre l'Angleterre & la France; & il remarque, que si les Hollandais avoient fait quelques démarches pour entrer dans des Négociations particulières, ou qu'ils eussent donné quelque juste sujet de mécontentement à l'Angleterre, le Ministère n'auroit pas manqué d'en laisser des preuves pour sa justification. Mais tout est supprimé pendant cet intervalle de tems, à l'exception de 2. ou 3. Papiers.

Le Comité observe, que Mylord Raby n'étoit pas encore dans le secret, lors qu'il reçut ces premières Propositions de la France; mais que Mr. St. Jean le gagna bien-tôt, en lui promettant de la part de la Reine la Paix qu'il souhaitoit. A l'occasion de quoi, Mr. St. Jean voulant donner à Son Excellence quelque idée des nouveaux sentimens du Ministère, lui écrivit : *Que la Grande-Bretagne n'avoit que trop en-*

tremaiss ses intérêts avec ceux du Continent, & qu'il ne seroit pas aisé de les démêler sans déchirure. Mylord Raby répond à cela par sa lettre du 16. Juin 1711. Vous pouvez être assuré que je hazarderai tout, & que j'entreprendrai tout pour servir la Reine: Vous pouvez me confier hardiment ses véritables intentions, & vous assurer que je n'en ferai usage que conformément à mes Instructions.

Nº. II. Propositions Secretes envoyées d'Angleterre par Mr. Prior, en date du 1. Juillet, avec un autre Papier cotté: Pouvoir de Mr. Prior, qui est signé Anne R. en haut, & A. R. en bas, mais sans date & sans contre-seing. Le Comité observe que par ces Propositions, aussi vagues & aussi obscures que celles de la France, l'Angleterre abandonne les intérêts des Alliez; quoique Mr. de Torci eût proposé lui-même de traiter conjointement avec l'Angleterre & la Hollande, croyant qu'il n'étoit pas possible que les Hollandois fussent exclus de la Négociation; & que c'est le Ministère Anglois qui a engagé la France à négocier séparément avec l'Angleterre, & fait inserer un Article exprès, portant: Que le secret seroit gardé inviolablement, jusqu'à ce que les deux Parties consentissent qu'il fût divulgué. Il remarque aussi que dès le commencement de la Négociation, le Ministère Anglois a sacrifié à la Maison de Bourbon le Commerce de tout le Monde & toute la Monarchie d'Espagne, pour de simples assurances verbales, que les Couronnes de France & d'Espagne ne seroient jamais unies ensemble.

Nº. III. Lettre de Mr. S. Jean à la Reine, datée du 20. Septembre 1711. par laquelle il paroît, que ce soir-là le Grand Trésorier, le Grand Chambellan, Mylord Dartmouth & Mr. S. Jean avoient eu une conférence avec Mr. Mesnager dans la Maison de Mr. Prior, & que la Reine n'en avoit eu aucune connoissance, quoique Mr. S. Jean dise que ce fut par ordre des Seigneurs du Conseil.

Nº.

Nº. IV. Réponse du Roi de France aux Demandes envoyées en dernier lieu par l'Angleterre. Ces Demandes & les Réponses sont les Articles Préliminaires secrets entre la Grande-Bretagne & la France, & sont signez comme tels le 27. Septembre v. st. par Mr. Mesnager d'une part, & par Mylord Dartmouth & Mr. S. Jean de l'autre.

Nº. V. Ordre de la Reine au Grand Chancelier, pour aposter les Seaux à la Commission, qui donne plein-Pouvoir audit Chancelier, au Comte d'Oxford, au Duc de Buckingham, à l'Evêque de Bristol, au Duc de Shrewsbury, au Comte Powlet, au Comte de Dartmouth, à Henri S. Jean, & à Mathieu Prior, Ecuyers, de conférer & traiter avec Mr. Mesnager, datée du 27. Septembre 1711.

Nº. VI. Pouvoir pour Mylord Dartmouth & M. S. Jean, de signer les Préliminaires avec M. Mesnager, datée du 25. Septembre 1711.

Le Comité observe sur ces 4. dernières Pièces, que Mr. Mesnager ayant delivré aux Ministres Anglois la Réponse du Roi de France aux Demandes de l'Angleterre dans la Conférence du 20. Septembre, Mr. St. Jean, dans sa Lettre du même soir à la Reine, représente à Sa Majesté que l'opinion de ses Ministres est qu'Elle donne un plein-Pouvoir aux Personnes nommées ci-dessus pour conférer & traiter avec Mr. Mesnager. Que ce plein-Pouvoir paroît signé par Sa Majesté, mais que les Seaux n'y ont pas été apotez, qu'il n'est point contre-signé, & qu'il est marqué au dos qu'on ne s'en est servi. Qu'il est daté du 17. Septembre, quoi qu'il soit évident par la Lettre de Mr. St. Jean qu'il n'a pu être dressé que le 20. de sorte qu'il a été antidaté, pour mettre les Ministres à couvert. Mais comme il n'a pas été lieu, il paroît que les Négociations secrètes des Ministres avec les Ennemis de la Reine ont commencé le 11. Avril,

&c.

& qu'elles ont continué, sans être autorisées par la Reine, jusqu'au 25. Septembre; que le Pouvoir N°. VI. est adressé seulement à Mrs. Dartmouth & St. Jean; quoique le dernier eût fait entendre à la Reine que tout le Conseil en-
troit dans cette affaire. Ce dernier Pouvoir est bien signé par la Reine, mais il n'est contre-
signé par personne.

À l'égard des Préliminaires secrets N°. IV. on s'attendroit que les Ministres Anglois, après avoir sacrifié l'interêt de l'Europe & l'honneur de la Reine & de la Nation, auroient au moins stipulé quelques avantages considérables pour la Grande Bretagne; mais bien loin de là, les Demandes faites par l'Angleterre sont conçues en termes si vagues, qu'il a été facile à la France de les éluder dans la suite, comme les Ministres Anglois l'avoient eux-mêmes dans le 7. Article, où ils disent, *Qu'ils avoient toujours entendu par des Sûretés réelles, des Places qui seroient cédées.* Et qui pis est, ces Articles n'ont été signés par Mr. Meznager, que comme un Traité provisionnel qui n'auroit lieu qu'en cas que la Paix generale se fit; de sorte que la Reine se trouvoit engagée à une alternative des plus étranges, ou de forcer les Alliez à accepter les Conditions que la France voudroit leur imposer, ou de souffrir que la France en publiant le secret & la manière dont la Foi publique avoit été violée, tirât des Alliez tout l'avantage qu'elle auroit jugé à propos au préjudice de la Grande-Bretagne.

N°. VII. Les sept Articles Préliminaires pour servir de fondement à la Paix generale, signés seulement par Mr. Meznager le 20. Septembre 1711. avec un Article secret en faveur du Duc de Savoie. Il paroît par la Lettre de Mr. St. Jean à la Reine, que le Grand Trésorier avoit fait quelques changemens à ces Articles, afin qu'ils fussent plus acceptables au dehors; & le Comité observe, que depuis ce jour là il y eut une parfaite intel-
li-

ligence entre les deux Ministres d'Angleterre & de France, & que Mr. St. Jean, pour donner à Mr. de Torci des preuves de sa sincérité, lui écrit le 2. Octobre: *Voire Ministre, c'est-à-dire, Mr. Meznager, est pleinement informé de ce que le Comte de Strafford doit proposer aux Etats.* Les Instructions du Comte de Strafford avoient été dressées le 1. Octobre: Elles contenoient des assurances de l'amitié de Sa Majesté pour les Etats, & un nouveau Projet pour pousser la Guerre contre la France. De sorte que Mr. St. Jean reveloit aux Ennemis de la Reine, les résolutions les plus secrètes du Conseil.

N°. VIII. Instructions de Sa Majesté pour le Comte de Strafford, datées du 1. Octobre 1711. Le Comité remarque, que ces Instructions sont une preuve de la sincérité des Ministres Anglois par rapport aux Alliez; puis qu'après avoir signé le 27. Septembre un Traité secret avec la France, ils donnent ordre au Comte de Strafford de représenter aux Etats, que le grand principe de tous les Alliez doit être de se tenir étroitement unis ensemble; & lui recommandent en même tems, en cas que les Etats témoignent de l'inquiétude ou du soupçon d'un Traité secret entre l'Angleterre & la France, de ne leur donner aucune satisfaction là-dessus.

N°. IX. Résolution des Etats Generaux, au sujet des 7. Articles Préliminaires, datée du 24. Octobre 1711.

N°. X. Memoire remis à l'Abbé Gaultier par Mr. St. Jean le 29. Octobre 1711. N°. LXXI. Lettre de Mr. St. Jean à Mr. de Torci, datée du 29. Octobre 1711.

Le Comité observe sur ces 3. Pièces, que malgré les représentations des Etats, qui auroient touché toute autre sorte de personnes que les Ministres Anglois, la Reine déclare dans le Memoire pour l'Abbé Gaultier, qu'Elle demeure ferme dans sa résolution de faire ouvrir
les

les Conférences, sur les Articles signez par M^r. Mesnager; priant S. M. T. C. de lui expliquer en particulier ses intentions touchant les intérêts des Alliez, afin qu'Elle puisse les engager plus facilement à entrer dans la Negociation generale; & l'assurant qu'Elle n'abusera pas de la confiance que le Roi aura en Elle, & qu'Elle ne s'en servira que pour avancer la Paix. Par où il paroît que depuis 7. mois que la Negociation secrette duroit, les Anglois n'avoient encore aucune parole du Roi de France pour ce qui regardoit les Alliez, & qu'ils craignoient alors d'être defavoiez par la France: Ce qui oblige M^r. St. Jean de presser M^r. de Torci par sa Lettre, & de lui dire: Si le Sr. Gaultier revient avec ces marques de confiance, vous verrez notre Parlement aussi enclin à la Paix qu'il l'aït jamais été à la Guerre.

N^o. XI. Réponse au Memoire porté par M^r. Gaultier, datée du 18. Novembre 1711. avec une Lettre de M^r. de Torci à M^r. St. Jean, de la même date, où M^r. de Torci dit: Le Roi se repose entièrement sur le secret, & sur le bon usage que vous ferez de l'entiere confiance qu'il témoigne à la Reine de la G. B. dont S. M. loue la fermeté, voyant avec plaisir les nouvelles marques de Résolution qu'Elle donne.

Sans entrer dans le détail de cette Réponse, le Comité remarque en general, que le Roi de France, non content d'avoir assuré à son Petit-Fils, l'Espagne & les Indes Occidentales, propose de dépouiller l'Empereur de tous ses Etats en Italie, & de réduire les Hollandois au Tarif de 1699. pour les punir de ce qu'ils ne veulent pas consentir à son Projet. Quelqu'extraordinaires que fussent ces Propositions, les Ministres Anglois n'en témoignèrent cependant ni surprise ni ressentiment; & M^r. St. Jean, dans sa Lettre du 25. Novembre, remercia M^r. de Torci de ce qu'il a bien voulu les lui communiquer, & lui pro-

mea:

met de garder inviolablement le secret. On ne doit pas en effet, dit le Comité, s'étonner de ce qu'un pareil Projet n'a jamais été communiqué aux Alliez, qui auroient mieux aimé courir toutes sortes de risques, que de traiter sur un fondement si ruineux; & l'on voit avec quelle justice le Ministère se plaignoit de ce que les Alliez ne vouloient pas entrer dans les mesures de la Reine.

N^o. XII. Instructions de la Reine à ses Plenipotentiaires à Utrecht, en date du 23. Decembre 1711. Le Comité observe, qu'il est dit dans ces Instructions: Si on juge à propos de commencer par la disposition de la Monarchie Espagnole, vous insisterez que la sûreté & la satisfaction raisonnable attendue par les Alliez, & promise par Sa Majesté Très-Chrétienne, ne sauroient être établies, si l'Espagne & les Indes Occidentales sont cédées à une Branche de la Maison de Bourbon. Par où il paroît que la Reine déclaroit dans tous les Actes publics, que l'Espagne & les Indes Occidentales ne devoient être en aucune manière cédées à la Maison de Bourbon; quoique par les Préliminaires particuliers signez le 27. Septembre précédent par le Comte de Dartmouth & M^r. St. Jean, le Roi Philippe fut déjà reconnu pour Roi d'Espagne.

N^o. XIII. Explication Spécifique des Offices de la France pour la Paix generale, délivrée le 11. Février 1712. Le Comité observe, que dans cette Explication le Roi de France fait des offres au nom & en vertu des Plein-Pouvoirs de son Petit-Fils le Roi d'Espagne, & qu'on ne comprend pas bien, comment les Plenipotentiaires Anglois peuvent concilier cela avec leurs Instructions, & justifier leur conduite là-dessus. Aussi se trouvérent-ils fort embarrassés, voyant avec quelle indignation tous les Alliez avoient reçu cette Explication; & ils ne manquèrent pas d'en témoigner leur inquiétude. Mais M^r. St. Jean les consola bien-tôt, en leur écrivant: Que M^r. Harley parûtroit inef-

sam-

salement, avec des Ordres & des Instructions sur toutes les viues de la Reine; ajoutant: Qu'il auroit été à souhaiter que ce Gentilhomme eût pu partir plutôt; mais qu'on n'avoit pu se passer de lui, jusqu'à ce que l'on se fût tout-à-fait assuré de la Chambre des Communes pour les intègrités de la Reine & pour la Paix. Le Comité ne peut s'empêcher de remarquer; que c'est faire injure à la Chambre des Communes, que de dire, qu'on a pu s'en assurer par les intrigues d'un Secrétaire de la Trésorerie, proche Parent & fidele Agent du Grand Trésorier. On ne sauroit douter, ajoute le Comité, pour le service de qui Mr. Harley a été si bien employé dedans & dehors le Royaume, puisque Mr. St. Jean ne manque pas de donner avis de son départ à Mr. de Torci, par sa Lettre du 4. Mars, où il lui dit: J'ai présentement la satisfaction de vous apprendre que Mr. Harley partira ce soir ou demain matin, avec les Instructions finales de Sa Majesté: Je me refère à Mr. Gaultier, pour vous expliquer plus amplement le sujet de sa Commission Ces Instructions ne paroissent point, & c'est apparemment parce qu'elles étoient de la même nature, que tout ce qui regardoit le Prétendant; surquoi on se referoit toujours à Mr. Gaultier.

N°. XIV. Extrait d'une Lettre des Plénipotentiaires Anglois à Mr. St. Jean, du 6. Mars 1712. Il paroît par cet Extrait que les Plénipotentiaires Anglois se trouvoient fort intrigués, de ce qu'ils étoient les seuls de tous les Alliez qui n'insistoient pas sur la restitution de l'Espagne & des Indes Occidentales, & qu'ils souhaitoient fort de pouvoir adoucir une chose si odieuse, en insérant quelque Article, qui parût dire quelque chose, & qui ne dit rien en effet. Le Comité rapporte à cette occasion tout ce qui se passa à Utrecht au sujet des Demandes Spécifiques des Alliez, & comment les Plénipotentiaires Anglois agissoient toujours de concert avec les Ennemis,

au

au lieu de s'entendre avec les Alliez. Ce fut même alors que l'Evêque de Bristol eut ordre de profiter de la première occasion, pour déclarer aux Hollandois que la Reine se croyoit dégagée de toute Obligation à leur égard; & que par ce moyen l'Alliance entre la Grande-Bretagne & ses meilleurs Alliez fut rompue & annulée, avant que l'Angleterre eût rien conclu de réel avec la France, & sans qu'elle eût la moindre sûreté pour son Commerce.

N°. XV. Extrait de la Réponse au Memoire porté par Mr. Gaultier, datée du 28. Mars 1712. Le Comité s'étend assez sur cet Extrait, qui est important, parce qu'il concerne les Renonciations touchant la Couronne d'Espagne. Mr. de Torci déclare positivement dans ce Memoire: Que par les Loix Fondamentales de la France, la Renonciation demandée seroit nulle & invalide, & que, suivant ces Loix, le Prince le plus proche de la Couronne en est nécessairement l'Héritier. C'est, dit-il, un Héritage qu'il ne reçoit ni du Roi son Prédecesseur, ni du Peuple, mais du benefice de la Loi, en sorte que quand un Roi meurt, l'autre lui succède aussitôt, sans demander le consentement de qui que ce soit. Il succède, non comme Héritier, mais comme Maître du Royaume, dont la Seigneurie est en lui, non par Choix, mais par Droit de Naissance seulement. Il ne tient sa Couronne, ni de la volonté de son Prédecesseur, ni d'aucun Edût, ni d'aucune Ordonnance, ni de la libéralité d'aucune personne, mais de la Loi. Cette Loi est regardée comme l'ouvrage de celui qui a établi toutes les Monarchies, & nous sommes persuadés en France qu'il n'y a que Dieu qui la puisse abolir. Ainsi, aucune Renonciation ne la peut détruire; & si le Roi d'Espagne renonçoit pour l'amour de la Paix, & pour obéir au Roi son Grand-Pere, ceux-là se tromperoient eux-mêmes, qui recevroient cela comme un Expédient suffisant pour prévenir le mal que nous nous proposons d'éviter. Après une Déclaration si naturelle

relle & si expresse, il est surprenant que la Renonciation du Roi Philippe ait pu servir de bûle à la Paix Generale. Mais il en falloit imposer aux Peuples à tout prix, & Mr. St. Jean répond à Mr. de Torci le 23. Mars V. St. Nous sommes prêts à croire que vous êtes persuadés en France, que Dieu seul peut abolir la Loi sur laquelle votre Droit de Succession est fondé; mais vous nous permettez d'être persuadés en Angleterre, qu'un Prince peut renoncer à son Droit par une cession volontaire, & que celui en faveur de qui la Renonciation est faite, peut être justement soutenu dans ses prétentions par les Puissances qui deviennent garantes du Traité. En un mot, Monsieur, la Reine m'ordonne de vous dire, que cet Article est d'une si grande consequence, tant pour Elle, que pour toute l'Europe, qu'Elle ne consentira jamais de continuer les Négociations de Paix, à moins que l'expédient qu'elle a proposé ne soit accepté, ou quelque autre également solide. Mr. de Torci répond sur cette instance, "que le Roi Philippe promettra par le Traité de Paix de faire son choix & sa renonciation, lorsqu'il deviendra le Successeur ou l'Héritier Presomptif de la Couronne de France. Mais Mr. St. Jean replique, qu'il faut qu'il fasse dès à présent son choix; Et que s'il choisit la France, il faut qu'il quitte d'abord l'Espagne, que le Duc de Savoye en soit Roi, & que les Etats du Duc soient cédés au Roi Philippe, qui en jouira & les annexera à la Couronne de France, lorsque la Succession lui écherra. Enfin l'expédient de la Renonciation est accepté de part & d'autre, sans y avoir inféré que le Roi Philippe ne pourroit pas être Régent du Royaume, comme les Plénipotentiaires Anglois l'avoient insinué à Mr. St. Jean, estimant que ce seroit une sûreté encore plus réelle.

Le Comité observe que toute cette intrigue se passa entre Mr. St. Jean & Mr. de Torci; mais que l'on ne peut pas douter que le Grand Trésorier, en qualité de Premier Ministre, n'y ait

CH

eu part, & qu'il paroît qu'il y avoit en même tems une Correspondance entre le Grand Trésorier & Mr. de Torci. Mr. St. Jean écrit le 24. Avril à Mr. de Torci, qu'il avoit arrêté le Courier pour attendre la Lettre du Grand Trésorier à Mr. de Torci, & que le Grand Trésorier avoit été malade, &c. A quoi Mr. de Torci répond, qu'il étoit fâché de l'indisposition du Grand Trésorier, &c. & dit: Il est très-important que ceux, qui, comme vous & lui, ont la principale part dans l'Ouvrage de la Paix, aient la gloire de l'achever. Toute cette Intrigue se voit dans les Lettres de Mrs. St. Jean & de Torci sous les Nos. XVI. XVII. XVIII. XIX. XX. & XXI.

Par la dernière de ces Lettres, Mr. de Torci écrit que le Roi de France obligera son Petit-Fils à accepter l'Alternative des deux Royaumes; & sur cette simple promesse, Mr. St. Jean envoie ordre au Duc d'Ormond d'éviter de s'engager à un Siège ou à une Bataille jusqu'à nouvel ordre, & de tenir cet ordre secret. Dans le tems que l'on cache cet ordre aux Alliez, Mr. St. Jean en informe les Ennemis de la Reine. L'Abbé Gaultier, dit-il à Mr. de Torci, vous rendra compte des ordres que je viens d'envoyer au Duc d'Ormond; & par sa Lettre du 19. Septembre à Mr. Prior, on voit quelle idée il se faisoit lui-même de l'importance de cet Ordre, sur rapport aux François: Je ne veux pas dire que cet Ordre a sauvé leur Armée d'une défaite, mais je crois en conscience qu'il l'a fait.

Nº. XXII. Memoire de Mr. St. Jean à Mr. de Torci, touchant l'Amérique Septentrionale, le Commerce & la Suspension d'Armes, du 24. Mai 1712. Quoique Pon n'eût pas encore la Réponse du Roi Philippe touchant la Renonciation, Mr. St. Jean ne laisse pas de pousser la Négociation tant qu'il peut; parce que le tems pressoit, pour communiquer quelque chose au Parlement. C'est pourquoi il envoie ce Memoire, sur lequel le

Tome XLVIII.

E

Co.

Comité observe, que, quoique le Ministère eût toujours amulé le Peuple par l'esperance des avantages considérables que l'on stipulerait touchant le Commerce, cependant il n'est fait aucune mention dans ce Memoire du Commerce avec l'Espagne; & pour ce qui est du Commerce en general, la discussion en est renvoyée après la conclusion de la Paix.

N^o. XXIII. Réponse du Roi de France au Memoire envoyé de Londres, datée de Marli le 10. Juin 1712. Par cette Réponse, le Roi refuse l'évacuation de *Dunkerque* aux Anglois, & celle de *Cambrai* aux Hollandois; & cependant M. de Torci espere, que la Reine aura une entière confiance au Roi Très-Christien, & que Sa Majesté n'insistera pas sur des Demandes qui ne peuvent servir qu'à créer des Jalousies. En effet, le même jour de la reception de la Lettre de Mr. de Torci, la Reine se rendit au Parlement, où Elle fit les Déclarations qu'Elle crut nécessaires pour disposer les esprits à la Paix; & Mr. St. Jean, insistant sur la Renonciation du Roi Philippe, & sur l'évacuation de *Dunkerque*, envoya à Mr. de Torci les Conditions d'une Suspension d'Armes, & lui écrivit: Vous n'avez qu'à les signer, & les envoyer au Duc d'Ormond, qui, en même tems qu'il prendra possession de *Dunkerque*, déclarera aux Alliez, qu'il a ordre de ne plus agir contre la France: Mylord Strafford retourne à *Utrecht*, & porte avec lui des Instructions, qui, suivant votre desir, mettront les Plenipotentiaires de la Reine en état de se joindre ouvertement à ceux de la France, & de donner la Loi à ceux qui ne voudront pas se soumettre à des Conditions justes & raisonnables.

N^o. XXIV. Article pour une Suspension d'Armes, signé par Mr. St. Jean le 6. Juin V. S. & par Mr. de Torci le 22. Juin N. S. Le 7. Juin V. S. Mr. St. Jean envoya ces Articles au Duc d'Ormond, & lui écrivit: Si ces Conditions sont acceptées, & qu'elles vous soient envoyées signées par Mr. de Torci, & si *Dunkerque*

vous

vous est delivré, vous déclarerez publiquement, que vous ne pouvez plus agir contre la France. Il y a apparence que le Maréchal de Villars recevra les ordres qui lui seront envoyés de Versailles le lendemain que cette Lettre vous sera parvenue: Ainsi, Votre Grandeur ne perdra point de tems à l'informer, que vous êtes dans l'attente d'apprendre de sa Cour ce qui doit régler votre conduite.

Le Comité reprend ici les choses d'un peu plus haut, & fait les remarques sur les ordres donnés au Duc d'Ormond, & sur le compte qu'il rend de sa conduite, pendant que l'on négocioit la Renonciation du Roi Philippe.

N^o. XXV. Instructions pour le Duc d'Ormond, signées par la Reine le 7. Avril 1712. Il est ordonné au Duc d'Ormond par ces Instructions, de se rendre à la Haye, & d'y voir le Grand Pensionnaire, avant que de se mettre à la tête des Troupes, & de lui témoigner la ferme résolution où étoit la Reine de pousser la Guerre avec route la vigueur possible, & de Passurer qu'il agira de concert avec tous les Generaux, & particulièrement avec ceux des Etats. Le Comité observe que ces Ordres, signés par la Reine, devoient être la règle de la conduite du Duc d'Ormond jusqu'à ce qu'ils fussent révoqués par d'autres signés de même; puisqu'il n'y est point dit qu'il dût suivre ceux d'un Secrétaire d'Etat. Cependant Mr. St. Jean voulant commencer à donner au Duc d'Ormond quelque connoissance generale de la Scene qui se devoit ouvrir peu après, lui écrivit le 25. Avril V. S. Que l'on a quelques raisons d'être jaloux du Prince Eugene, & que sa Grandeur doit prendre garde pendant quelque tems à ne se pas engager dans une Action. Le Duc d'Ormond lui répond le 9. Mai N. S. & lui accuse la reception de deux autres Lettres du 16. & du 22. Avril, qui ne se trouvent pas. „ Je suis de votre avis, dit-il, qu'une Bataille perdue ou gagnée apporterait de grands change-

-bi

E 2

n men

„ mens aux Traitez qui sont présentement sur
 „ pié. Vous savez cependant que j'ai ordre d'a-
 „ gir de concert avec les Alliez; de sorte que
 „ s'il se présenteoit une belle occasion d'attaquer
 „ l'Ennemi, je ne pourrois pas le refuser, en
 „ cas que le Prince Eugene & les Etats me le
 „ proposassent. Mais j'espère que je recevrai un
 „ Exprès avant que les Armées soient formées,
 „ ce qui sera dans 3. ou 4. jours. L'ordre qui
 lui fut envoyé le 10. Mai V. S. par Mr. St. Jean,
 le tira bien-tôt de cette peine.

Le 25. du même mois N. S. le Duc d'Ormond
 écrit deux Lettres à Mr. St. Jean; l'une particu-
 lière & toute écrite de sa main, par laquelle il
promet de ne s'engager, ni à un Siège, ni à une Ba-
taille, & de garder le secret; & l'autre publique,
 où il dit: *Si nous trouvons l'occasion d'engager l'En-*
nemi à une Bataille, nous ne la manquerons pas.

Le 28. Mai N. S. il écrit à Mr. St. Jean, &
 lui rend compte d'une Lettre qu'il avoit reçûe
 du Maréchal de Villars, & de la réponse qu'il
 lui avoit faite. Cette Correspondance secrète en-
 tre le Duc d'Ormond & le Maréchal de Villars
 n'est auto-riisée que par une apostille au bas de la
 Lettre de Mr. St. Jean du 10. Mai.

Le Maréchal de Villars écrit au Duc d'Ormond
 le 25. Mai, „ qu'il a reçu l'ordre du Roi &
 „ le consentement de la Reine de lui écrire,
 „ & que quelque gloire qu'il y ait à acquérir
 „ contre un General, dont la valeur est si con-
 „ nue, il le prie d'être assuré qu'il n'a jamais
 „ reçu de plus agréables nouvelles, que celles
 „ qui lui ont appris qu'ils ne seroient plus Enne-
 „ mis. „ A quoi le Duc d'Ormond répond,
 qu'il a reçu les ordres de la Reine sur le même
 sujet, & qu'il s'y conformera exactement; & il
 ajoute: „ Le mouvement que nous allons faire,
 „ est principalement pour la subsistance de nos
 „ Troupes; en sorte que vous n'avez rien à
 „ craindre de cette marche: Je puis au moins

„ répondre pour l'Armée de la Reine, que j'ai
 „ l'honneur de commander „ Il paroît au Comi-
 té que cette conduite ne se peut justifier, à
 moins que le Duc d'Ormond n'eût ordre de la
 Reine, non seulement de ne pas agir contre la
 France, mais aussi de donner avis au General
 François de tout ce qui se concerteroît dans l'Ar-
 mée des Alliez.

Nº. XXVI. Lettre des Députés des Etats au Duc
 d'Ormond, du 4. Juin 1712. N. S. On avoit en-
 voyé des Quartiers-Mestres pour reconnoître le
 Camp des François, & ils avoient tous rapporté
 unanimement, que l'on pouvoit facilement les
 attaquer en flanc & du côté de l'arrière-garde.
 Le Comité rapporte cette Lettre des Députés des
 Etats, pour faire voir combien l'occasion de bat-
 tre les François étoit favorable, & quel avantage,
 ou plutôt quelle délivrance, le Duc assura à l'En-
 nemi commun, en refusant d'en profiter.

Le 7. Juin V. S. Mr. St. Jean envoie au Duc
 d'Ormond ses deux Lettres du 6. & du 7. à Mr.
 de Torci, avec les Articles proposez par la Gran-
 de-Bretagne pour une Suspension d'Armes; & il
 lui écrit, que si ces Articles ne lui étoient pas
 envoyez signez par Mr. de Torci, & si Dunkerque
 ne lui étoit pas délivré, Sa Grandeur étoit dans
 une entière liberté d'agir contre la France, mais
 qu'à ces conditions, il pouvoit déclarer d'abord
 une Suspension d'Armes.

Le 22. Juin N. S. Mr. de Torci envoie à Mr.
 St. Jean la Réponse aux Articles ci dessus, avec
 deux changemens importants; & le 24. le Ma-
 réchal de Villars en envoie copie au Duc d'Or-
 mond; & lui écrit que l'Original signé par Mr.
 de Torci avoit été envoyé en Angleterre. Quoi-
 que cette Copie ne sur pas signée, & que mê-
 me la France n'eût pas accordé les Conditions de-
 mandées; cependant „ le Duc d'Ormond ne laisse
 pas de déclarer aussitôt au Prince Eugene & aux
 Députés des Etats, qu'il seroit publier une Suspend-

son d'Armes dès que la Ville de Dunkerque lui a-
voit été delivree. On voit par sa Lettre du 29.
Juin à Mr. St. Jean, qu'il ne trouvoit pas lui-
même que les piéces qu'il avoit reçues fussent
une assurance suffisante, puisqu'il dit : „ Je me
croirois en liberte d'agir d'abord conjointe-
ment avec les Alliez; mais je ne prens pas sur
moi de faire une demarche de cette consé-
quence, sans un ordre particulier de la Rei-
ne.

Nº. XXVII. Lettre de Mr. St. Jean à Mr. de
Torci, du 20. Juin 1712. Le Duc d'Ormond ayant
eu une conference avec le Prince Eugene & les
Députés des Etats, avoit écrit le 27. Juin une
seconde Lettre au Maréchal de Villars; par la
quelle il lui marquoit : „ Qu'il craignoit que les
Troupes Auxiliaires à la paye de la Reine
d'Angleterre ne voudroient pas quitter l'Ar-
mée du Prince Eugene, sans des ordres ex-
press de leurs Maîtres : Et là-dessus Mr. de
Torci avoit dépêché un Exprès déclarant, que si
les Troupes étrangères à la paye Angloise ne se-
roient pas l'Armée du Prince, Dunkerque ne se-
roit pas remis entre les mains des Anglois. C'est
ce qui fait le sujet de la Lettre de Mr. St. Jean,
qui écrit à Mr. de Torci, que la Reine demeu-
roit ferme dans sa résolution; & qu'il avoit dé-
claré aux Ministres des Princes qui avoient des
Troupes à l'Armée, que si leurs Troupes ne lui-
voient pas le Duc d'Ormond, Sa Majesté prendroit
leur refus pour une déclaration contre Elle, &
qu'elle cesserait de les payer de ce jour là, s'ou-
rant qu'en ce cas, le Duc d'Ormond, se retire-
rait avec ses Troupes & celles des Etrangers
qui le voudroient suivre. Vous voyez, Monsieur,
dit-il, que la Paix est entre les mains du Roi, Si
toute l'Armée du Duc d'Ormond consent à la
Suspension d'Armes, notre premier projet sub-
siste; & si elle le refuse, les Troupes Angloises
se retireront, & laisseront aux Etrangers le
soin

„ soin de chercher leur subsistance auprès des
„ Erats, qui bien loin d'être en état de four-
„ nir à de nouvelles dépenses, ne peuvent pas
„ soutenir celles qu'ils ont déjà sur les bras.
Cette offre ayant été acceptée en France, Mr.
St. Jean, donne de nouveaux ordres au Duc
d'Ormond de se retirer avec ses Troupes Angloi-
ses, & lui dit : „ Qu'il doit observer que ceror-
dre est positif, & qu'il ne peut arriver aucun
cas, pour lequel Sa Majesté lui permette de
prendre d'autres mesures.

Le Maréchal de Villars donnant avis au Duc
d'Ormond, qu'il avoit envoyé des ordres pour lui
remettre Dunkerque, lui écrit : „ Permettez-moi,
„ Monsieur, d'avoir l'honneur de vous dire,
„ que, quoiqu'il nous soit fort avantageux de
„ n'être pas obligés de combattre les plus bra-
„ ves & les plus courageux de nos Ennemis;
„ cependant, il est très-important de connoître
„ ceux qui restent tels : Et je prens la liberté
„ de vous prier de me faire l'honneur de me
„ mander quelles Troupes & quels Generaux
„ obéiront à vos ordres; parce qu'à la premiè-
„ re entreprise qu'ils feront, je ne perdrai pas
„ un moment à marcher à eux „ Le Duc d'Or-
mond ne manque pas de le satisfaire aussitôt
qu'il lui est possible, & le 16. Juillet il lui ré-
pond : „ Le Prince Eugene a marché ce matin,
„ & toutes les Troupes Etrangères nous ont
„ quitté, excepté un Bataillon & quatre Esca-
„ drons de Hessein, & deux Escadrons de Wales.
Surquoi le Comité observe, que si les Troupes
Etrangères avoient suivi le Duc d'Ormond; l'Ar-
mée du Prince Eugene auroit été taillée en pié-
ces; ou obligée de se rendre à discrétion au Ma-
réchal de Villars; ce qui auroit réduit les Trou-
pes de la Reine à la nécessité de suivre le mê-
me sort. Le Comité ne peut finir cet Article,
sans y insérer une Lettre du Duc écrite à My-
lord Bolingbroke plus de trois mois après, savoir

le 21. Octobre 1712. „ Je me fers, dit il, de
 „ cette occasion, pour vous informer d'une af-
 „ faire, qui m'a été communiquée ce matin par
 „ une Personne bien affectionnée au service de
 „ Sa Majesté. Vous jugerez mieux de son im-
 „ portance, & de l'usage que l'on en doit fai-
 „ re, quand je vous dirai, que le succès de l'en-
 „ treprise sur le Fort de *Knaque*, a encouragé
 „ les Alliez à former un projet pour surprendre
 „ *Nieuport* ou *Furnes*. Si l'on croit qu'il soit plus
 „ du service de la Reine de l'empêcher, ma-
 „ penfée est qu'il est bon de trouver quelques
 „ moyens pour en donner avis au Maréchal de
 „ *Villars*, qui peut penser que nous lui devons
 „ ce bon office, en récompense de quelques a-
 „ vis que vous savez qu'il m'a donnés, dans le
 „ dessein de servir Sa Majesté & la Nation.

N°. XXVIII. Lettre de Mr. de Torci à Mr.
 St. Jean, du 5. Juillet 1712.

N°. XXIX. Traité pour une Suspension d'Ar-
 mes entre la Grande Bretagne & la France.

N°. XXX. Lettre des Plénipotentiaires Anglois
 à Mylord Bolingbroke, du 2. Septembre 1712.

N°. XXXI. Lettre de Mylord Bolingbroke aux
 Plénipotentiaires Anglois, du 10. Septembre 1712.

N°. XXXII. Lettre de Mylord Bolingbroke à
 Mr. Prior, du 10. Septembre 1712.

N°. XXXIII. Lettre de Mylord Bolingbroke
 à Mr. de Torci, du 10. Septembre 1712.

N°. XXXIV. Les Offres de la France à l'An-
 gleterre. Les Demandes pour l'Angleterre, & les
 Réponses du Roi de France à ces Demandes.

N°. XXXV. Instructions pour Henri Vicomte de
 Bolingbroke, allant à la Cour de France.

N°. XXXVI. Lettre des Etats Generaux à la Rei-
 ne d'Angleterre, du 5. Juin 1712.

N°. XXXVII. Lettre de Mylord Bolingbroke au
 Comte de Dartmouth, datée de Fontainebleau le
 22. Aôût 1712.

Le Comité fait ses remarques sur ces dix Pié-
 ces, sans observer l'ordre des N°.

Le Grand Article de la Suspension d'Armes é-
 tant conclu, Mr. de Torci somme Mr. St. Jean de
 tenir la promesse qu'il avoit faite, de conclure in-
 cessamment la Paix entre la France & la Grande-
 Bretagne; & propose de faire publier une Suspend-
 sion d'Armes en Catalogne & en Portugal, sans at-
 tendre la fin des Conférences d'*Utrecht*. Tout est
 d'abord accepté en Angleterre; & Mr. St. Jean
 propose alors de céder la Sicile au Duc de Savoye,
 qui, de tous les Alliez, est, dit il, celui dont la
 Reine a les Intérêts le plus à cœur. Le Comité
 ne sait pour quelle raison les Ministres Anglois
 s'intéressoient si fort pour le Duc de Savoye, à
 moins que ce ne fût dans la vue de mettre l'Em-
 pereur hors d'état de résister à la France; en lui
 débauchant un Allié si considérable. Cependant,
 les François avoient déjà offert la Sicile à l'Em-
 pereur, comme cela paroît par une Lettre de l'E-
 vêque de Bristol à Mr. St. Jean, du 26. Avril 1712.
 Le Duc de Savoye lui-même ne faisoit pas grand
 cas de cette Proposition; & Mylord Peterboroug,
 dans sa Lettre du 24. Septembre à Mr. St. Jean,
 lui fait dire: „ Qu'il n'étoit pas assez avide du
 „ Titre de Roi, pour perdre ou pour révoquer
 „ un Intérêt réel pour un vain nom; & qu'il
 „ lui paroît fort extraordinaire, qu'un Prin-
 „ ce, battu dix ans de suite par ses Ennemis, reim-
 „ portât enfin le Prix qui faisoit le sujet de la
 „ Guerre. Il paroît par une autre Lettre de My-
 lord Peterboroug du 16. Novembre, que cette
 Proposition avoit donné de grandes inquiétudes au
 Duc de Savoye; & que ce Prince regardoit les
 Ministres Anglois comme des Gens dévoués à la
 France. Mais pour lui calmer l'esprit, on lui
 promit la Garantie de la Grande-Bretagne, & le
 secours d'une Flote Angloise & Frangoise contre
 tous ceux qui le voudroient inquiéter; & le Duc
 se rendit enfin aux sollicitations des Anglois. Le
 Comité est surpris de l'empressement du Mini-
 stre à offrir la Garantie de la Grande-Bretagne,

pour des choses qui n'étoient avantageuses qu'à la France, & de leur négligence à demander la Garantie des Alliez pour la Succession dans la Ligne Protestante.

La Malheureuse Action de Denain suivit de près la Separation des Armées. Mr. de Torci en envoya aussi-tôt la Relation à Mr. Sr. Jean, & lui dit : „ Le Roi de France est persuadé, que l'avan-
 „ tantage que ses Troupes ont remporté, fera
 „ d'autant plus de plaisir à la Reine, que ce sera
 „ un nouveau moyen pour soumettre les En-
 „ nemis de la Paix. Le Maréchal de Villars ne manque pas aussi d'informer le Duc d'Ormond de cette Victoire, qu'il attribué à la retraite des braves Anglois, traitant les Alliez d'Ennemis communs de la France & de l'Angleterre. Le Comité avoué qu'il n'a pu lire parciement la Lettre d'un Ministre de France, qui dit à un Secrétaire d'Etat en Angleterre, *qu'une Victoire remportée par les Ennemis de la Reine sur ses bons Alliez, a dû faire plaisir à Sa Majesté.*

Mr. de Torci & le Comte de Strafford se trouvent dans les mêmes sentimens à l'égard de la surprise de Gand & de Bruges. Le premier écrit à St. Jean : „ La Paix est entre les mains de la
 „ Reine, si Elle veut se servir de l'avantage qu'El-
 „ le a ; car il dépend de celui qui est Maître
 „ de faire échoüer tous les desseins des Enne-
 „ mis, & de donner la Loi aux Hollandois. Et le Comte de Strafford écrit le 21. Juillet : „ C'est
 „ là un coup de partie, à quoi les Hollandois ne
 „ s'attendoient pas ; autrement ils n'auroient pas
 „ agi avec tant de hauteur, qu'ils ont fait en
 „ dernier lieu.

Immédiatement après la Suspension d'Armes en Flandres, Mr. de Torci demande qu'elle soit generale par Mer & par Terre ; & Mylord Bolingbroke voulant le prévenir en tout, lui adresse en réponse un Paquet pour l'Amiral Jennings, à qui il envoie des Ordres positifs de la Reine de

laisser

laisser passer librement les Vaisseaux François qui venoient du Levant.

Cette complaisance persuade Mr. de Torci, que le Ministère Anglois ne lui refusera rien de ce qu'il pourra demander. Il presse de nouveau sur la conclusion d'une Paix séparée, & il refuse la Sicile pour le Duc de Savoye, à moins que l'on ne cède les Pais-Bas à l'Electeur de Baviere, & qu'on ne lui restitue son Electorat ; disant, que la Reine ayant une bonne Armée en Flandres, il est très-praticable de le mettre en possession des Places du Pais. Nouvelles difficultez pour le Ministère, qui malgré son inclination, ne peut consentir à de pareilles demandes. Pour lever ces difficultez, Mylord Bolingbroke écrit à Mr. de Torci en réponse, qu'il se rendra incessamment en France, & qu'il espere sous les auspices de l'Abbé Gaultier de le saluer dans huit jours à Fontainebleau.

On peut juger que pendant toutes ces Intrigues entre la France & la Grande-Bretagne, il ne se passoit rien de considerable. L'Evêque de Bristol ayant déclaré, *que la Reine se croyoit libre de tout Engagement avec les Hollandais*, les Etats avoient écrit à la Reine une Lettre fort touchante, pour lui remontrer que cette démarche exposoit la Religion, la Liberté, & tout ce que l'Europe avoit de plus cher, à une ruine totale : Mais Sa Majesté ne leur fit aucune Réponse ; Mr. Sr. Jean croyant, que, puis que la Reine devoit communiquer cette Semaine-là au Parlement le Plan de la Paix Generale, les Résolutions des deux Chambres seroient la meilleure Réponse qu'on leur pût faire.

La Reine ayant communiqué ce Plan aux deux Chambres, l'Evêque de Bristol eut Ordre d'en conférer avec les Ministres des Alliez & Mr. St. Jean lui écrivit d'en parler auparavant aux Plénipotentiaires de France, & de savoir d'eux si le Roi tiendroir toutes les Conditions spécifiées

E 6

dans

dans la Harangue de Sa Majesté en faveur des Allemands. Mais les François refusèrent de s'expliquer là-dessus, disant, que le Roi avoit envoyé un autre Projet à Londres par l'Abbé Gaultier, sur lequel on attendoit les Sentimens de la Reine.

Ces difficultez tinrent les Conférences d'Utrecht en suspens pendant quelque tems ; & cependant Mylord Bolingbroke passa en France, avec des Instructions pour conclure une Paix particulière avec la France & l'Espagne, & pour faire céder la Sicile au Duc de Savoie. On voit par sa Lettre au Comte de Dartmouth ce qu'il y fit, & comment il ne convint que d'une Suspension d'Armes pour quatre mois, entre la Grande-Bretagne & la France.

Les François étant devenus par ce moyen les Maîtres de conduire les Négociations comme ils voudroient, trouverent à propos de les trainer en longueur. La dispute entre le Comte de Rechteren & Mr. Meznager leur servit de prétexte, pour les tenir en suspens tant qu'ils crurent que cela étoit de leur intérêt. Il paroît même que l'Angleterre ne fut pas fâchée de cette dispute, à cause de la difficulté qui survint au sujet de Tournai.

La Reine avoit déclaré dans sa Harangue au Parlement, que les Hollandois auroient toute la Barrière demandée en 1709. excepté deux ou trois Places au plus. Les Ministres de France, expliquant la chose à leur avantage, prétendoient avoir Lille pour équivalent de Dunkerque, & outre cela trois Places dans lesquelles ils comprenoient Tournai. Ce fut le sujet d'un grand débat, les Hollandois ne voulant à aucun Prix céder cette Place. On voit aussi par la Lettre de Mylord Bolingbroke à Mr. Prior datée du 10. Septembre, que cette affaire embarrassa beaucoup Mylord Tresorier. Mais Mylord Bolingbroke y trouva bien tôt un remède. Voici comment il en vint à bout : que là dessus dans sa Lettre du 10. Septem-

bre à Mr. de Torci : „ J'estime, & je crois que „ c'est le sentiment de la Reine, qu'il vaudroit „ mieux qu'elles François déclarassent, dans le „ cours de la Négociation, que quelque chose „ qu'ils eussent intention d'accorder aux Hollan- „ dois, lors que la Reine fit sa Harangue, leur „ conduite a été telle, & la situation des affaires „ est tellement changée, que le Roi veut abso- „ lument que Tournai lui soit rendu. La Rei- „ ne pourra contribuer passivement à cette fin, „ mais elle ne peut être active en aucune occa- „ sion. Il paroît par un Papier volant, trouvé „ parmi ceux de Mr. Prior, que le Grand Tresorier lui avoit aussi écrit sur cette matière, & à peu près sur le même pied. Le Comité croit que ce Papier est l'Extrait d'une Lettre de Mr. Prior à Mr. de Torci. „ Il y a, dit-il, plus d'appa- „ rence, que de substance dans cette affaire, & „ Mylord Tresorier ne doute point du tout que „ la Cour de France n'y trouve un remède. Elle „ l'y trouva en effet, en suivant précisément l'Avis „ de Mylord Bolingbroke ; & ses Plénipotentiaires „ déclarèrent enfin le 27. Septembre, „ Que „ le Roi consentoit à traiter de la Paix sur le „ Plan contenu dans la Harangue de la Reine ; „ mais que les Hollandois ayant refusé de se con- „ former aux sentimens de cette Princesse, re- „ jetté la Suspension d'Armes, & donné occasion „ aux changemens arrivés dans les affaires, il „ étoit juste que le Roi fut dédommagé de ses „ frais ; de sorte qu'ils avoient Ordre de ne point „ signer la Paix, sans la restitution de Tournai. „ On fait ce qu'il en coûta aux Hollandois, dans la „ suite des Négociations, pour conserver cette „ Place.

Le Comité donne ici une nouvelle preuve de la bonne volonté de Mylord Bolingbroke pour les François, par un Extrait de sa Lettre à Mr. Prior du 29. Septembre, où il dit : „ J'ai tant „ fait qu'enfin l'affaire du Griffon est accommo-

„dée, mais ce n'a pas été sans peine. La Som-
 „me pour les Armateurs est de Trente-cinq mil-
 „le livres sterling : Il étoit cependant évident
 „que le Vaisseau étoit de bonne prise, & l'on
 „auroit pu prouver que le Passeport envoyé ici,
 „étoit un de ceux que je délivrai à Fontaine-
 „bleau quatre jours après que le Griffon eût été
 „pris par le Chevalier Thomas Hardi, quoi que
 „Gaultier fut prêt à jurer qu'il l'avoit reçu quel-
 „ques mois auparavant ; ce qui, je vous avoue,
 „me donne mauvaise opinion de l'Abbé.

N^o. XXXVIII. Lettre du Roi de France à
 la Reine d'Angleterre, servant de Lettre de Créan-
 ce pour Mr. Prior. Il paroît que sur la fin d'O-
 ctobre 1712. Mr. Prior fut envoyé en Angleterre
 par le Roi de France, comme une Personne
 en qui Sa Majesté Très-Christienne avoit une en-
 tière confiance, & qu'il quitta la Résidence, sans
 en avoir ni l'Ordre ni la Permission de la Reine.

N^o. XXXIX. Réponse de la Reine au Roi Très-
 Chrétien. C'est Mr. Prior, qui retournant en Fran-
 ce avec des Instructions touchant la Neutralité de
 l'Italie, &c. est le Porteur de cette Lettre, où
 il est dit entr'autres choses : „Mr. Prior conti-
 „nuant à se comporter en sorte que sa conduite
 „soit entièrement agréable au Roi de France, ne
 „fait qu'exécuter à la Lettre les Ordres que la
 „Reine lui a donnés, & c'est une preuve de sa
 „fidélité & de son zèle pour son Service.

Le Comité passe ici à deux Articles qui causé-
 rent de grandes disputes entre les Ministres de
 France & ceux de la Grande-Bretagne ; savoir,
 celui de Terre-Neuve, & celui du Commerce.
 On étoit convenu dès le commencement des Né-
 gociations secrètes, que Terre-Neuve seroit cé-
 dée à l'Angleterre ; mais lors qu'il s'agit de si-
 gner la Paix, la France sentant qu'il étoit en son
 pouvoir d'obtenir ce qu'elle voudroit, demanda,
 que ses Sujets eussent droit de pêcher sur les Cô-
 tes & d'y secher leurs Morues.

A.

A l'égard du Commerce, les François ayant
 promis que les Anglois seroient traités comme la
 Nation la plus favorisée, les Ministres Anglois
 demanderent pour eux un Traité pareil à celui de
 1664. pour les Hollandois ; mais les François
 demanderent à leur tour, que l'entrée de leurs
 Marchandises en Angleterre fût établie sur le mê-
 me pied. Deux Articles si importants & si né-
 cessaires pour donner quelque couleur à la Paix,
 donnerent de l'inquiétude au Ministère Anglois,
 comme on le voit par la Lettre de Mylord Bol-
 lingbroke à Mr. Prior. *J'ai épuisé*, dit-il dans
 celle du 19. Janvier, *tous mes raisonnemens dans la*
longue Lettre que j'écris au Duc de Schrewsbury par
Ordre de la Reine. Je vous dirai seulement de plus,
que nous sommes sur le bord d'un précipice ; mais les
François en souffriront. Dites, je vous prie, à Mr.
de Torcy de ma part, qu'il peut être cause que Ro-
bin & Harry seront pendus ; mais que les affaires
tomberont bien tôt dans une si grande confusion, qu'il
souhaitera que nous vivions encore. Pour parler sé-
riusement ; à moins que la Reine ne puisse dire au
Parlement que ses Intérêts sont réglés avec la Fran-
ce, & que votre Cour ne mette les Alliez dans le
torr, comme ils y sont déjà assez, je prévois des dif-
ficultez dont nous ne pourrons pas sortir. Si les Ou-
vertures faites aux Alliez, ne sont pas acceptées sur
le champ, notre Paix séparée pourra être proposée,
faite & approuvée pendant cette Séance du Parlement,
& la Cause de la France deviendra pour toujours po-
pulaire dans la Grande-Bretagne. Si elles sont ac-
ceptées, que Mr. de Torcy s'assure, & qu'il conside-
re quel marché ce sera pour la France. Qu'il se sou-
vienne de son Voyage à la Haye, & qu'il compare
le Plan de 1709. avec celui de 1712. Et dans une
autre du 22. Janvier : Nous sommes présentement,
dit-il, dans la véritable Crise de notre Maladie. Nous
perirons tout à fait, ou nous nous relèverons
pour toujours. Que la France se desiffe du honteux
expédient, par lequel elle croit nous amuser, & nous
priver

priver des avantages qu'elle nous a solennellement cédés ; & tout ira bien : Autrement, par Dieu, c'est fait à eux & de nous. Mes complimens à Mr. de Torci. Qu'il sache, que, si la France ne convient pas avec la Reine, je deviendrai peut-être un Réfugié. Si cela arrive, je promets par avance, de me comporter mieux en France, que les François Réfugiés ne font ici. Faites honte aux François de leur pitoyable chicane. Ma foi, ils traitent comme des pe tits Merciers ; on, ce qui est pis, comme des Pro cureurs.

Il paroit par plusieurs Lettres de Mr. Prior au Comte d'Oxford, que le Grand Tresorier ne s'intrigua pas moins pour cette Affaire, que My lord Bolingbroke, & le Comité croit, que, si l'on avoit les Lettres du Grand Tresorier à Mr. Prior ; on seroit convaincu que c'est par son Ordre exprès que l'on a cédé aux François la Pêche de Terre-Neuve, & accepté le IX. Article du Traité de Commerce ; Mais Mr. Prior n'a pas jugé à propos de produire une seule Lettre, de celles que Mylord Tresorier lui a écrites.

La fin de toute cette dispute fut, que le Ministère Anglois céda à la France le Droit de pêcher les Moruës & de les faire secher sur les Côtes de Terre-Neuve, pour obtenir l'Article IX. du Traité de Commerce, que le Parlement rejeta néanmoins avec tant de raison.

Il fut question après cela, de faire signer la Paix à Utrecht. Mylord Bolingbroke en donna l'Ordre aux Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne ; & le Comité observe à cette occasion, que, pendant que l'Angleterre n'appuyoit en aucune manière les Demandes des Alliez, elle insistoit sur les Intérêts de la Princesse des Ursins dans les termes les plus forts. Sa Majesté, dit Mylord Bolingbroke dans sa Lettre du 3. Mars 1713. ne regarde pas la dégradation de Hanover comme une manière d'importance : Mais la Principauté demandée par la Princesse des Ursins, avec un Reve-
nu

nu de trente mille Ecus, est une condition de la Paix générale, SINE QUANON.

Les Plénipotentiaires Anglois refuserent de signer la Paix séparée, parce que leurs Pouvoirs ne les autorisoient qu'à signer la Paix générale. Mais Mylord Bolingbroke leur envoya une nouvelle Commission ; & leur écrivit, que c'étoit un Pouvoir comme le précédent traitandi conveniendique sur les conditions d'une Paix bonne & générale, ce qui n'est autre chose, dit-il, que ce que vous aurez à faire, lors que vous devrez proposer conjointement avec les Ministres de France un Plan général aux Alliez. Mylord Tresorier trouva aussi à propos d'y faire intervenir son Autorité, & le 31. Mars il écrivit à Mylord Strafford : Il n'y a plus de danger, à moins que nous ne voulions faire naufrage à la vue du Port. Ceux qui veulent la Paix sont cinq cens contre un. Ceux qui aiment la Guerre sont chassés de tous leurs retranchemens : Il ne leur en reste plus qu'un, qui est le Délai. Et comme Sa Grandeur ne se mêloit jamais d'une affaire en vain, toute difficulté fut levée, & les Traitez de Paix & de Commerce entre la Grande-Bretagne & la France furent enfin signés le 11. Avril 1713. Les Alliez signèrent aussi leurs Traitez le même jour ; mais l'Empereur & l'Empire aimèrent mieux soutenir tout le poids de la Guerre, que de se soumettre à des conditions aussi défavantageuses & aussi deshonorables, que celles qui avoient été stipulées pour eux entre l'Angleterre & la France.

La Paix étant faite avec la France, on travailla au Traité avec l'Espagne. Le Comité observe que les Plénipotentiaires Anglois ont laissé insérer dans le X V. Article de ce Traité une Clause par laquelle on a donné aux Habitans de la Province de Quipuscoa une espèce de Droit de Pêcher sur les Côtes de Terre Neuve ; quoi que cela fut contraire au Traité fait le 8. Juillet 1670. V. S. par le Chevalier Guillaume Godolphin avec la

la Couronne d'Espagne, & que les Marchands consulés là-dessus, eussent déclaré, que jamais les Espagnols n'y avoient eu aucun Droit : En sorte que le Comité ne comprend pas pour quelles raisons les Ministres ont souffert que cet Article fût inséré.

A l'égard du Traité de Commerce avec l'Espagne, le Comité dit qu'il a trouvé peu de Papiers touchant cette Négociation, & qu'il paroît par une Lettre de Mylord Lexington au Comte de Dartmouth, que c'est Mr. Gillingham, Irlandois Papiste, qui l'a ménagée avec Mylord Tresorier. On ne sait quels motifs ont pu engager le Ministère Anglois à permettre que tout le Traité signé par les Plénipotentiaires de la Reine, fût changé par les *Trois Articles Explanatoires*, comme on les appelle, qui ont été ajoutés au Traité, & qui ont été insérés dans la Ratification d'une manière qui n'a point d'exemple; quoi qu'il ne paroisse pas qu'ils aient jamais été acceptés ni signés par les Plénipotentiaires de la Reine. C'est en vertu de ces Articles que l'Espagne demande actuellement aux Marchands Anglois, quatorze pour Cent pour les *Centos, Millones & Alcabalas*, outre quinze pour Cent pour d'autres Droits; ce qui fait en tout vingt-neuf pour Cent. Au lieu que sous le Règne de Charles II. on ne payoit en tout que dix pour Cent au plus. Le Comité prie la Chambre de considérer elle-même, par quelle Manœuvre ces Articles ont pu être ratifiés, & de juger par quelle Autorité le Chancelier a pu y attacher les Deaux.

N^o. XL. *Extrait d'une Déclaration à faire par les Plénipotentiaires de France, envoyée par Mylord Boringbroke aux Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne le 26. Septembre 1712. Il est parlé de cette Déclaration dans le Détail ci-dessus.*

N^o. XLI. *Lettre du Consul Toulou à Mr. Methuen, du 22. Mars 1715.*

N^o. XLII. *Lettre de M. Hern à Mr. le Secrétaire Stanhope, du 6. Mai 1715.*

N^o. XLIII. *Lettre du Chevalier Martin Westcomb & du Consul Rusel à Mr. Methuen, du 12. Mai 1715.*

N^o. XLIV. *Memoire de Mr. Methuen au Roi d'Espagne du 22. Avril 1715.*

Ces quatre dernières Pièces font voir comment les Espagnols prétendent faire payer aux Anglois vingt-huit à vingt-neuf pour cent de droits sur leurs marchandises, en vertu des trois Articles du Traité de Commerce, appelez les *Trois Articles Explanatoires*.

N^o. XLV. *Instructions pour Mitford Crow Esq; du 7. Mars 1705.*

N^o. XLVI. *Commission de Mr. Crow, pour traiter avec les Catalans, du 7. Mars 1705.*

N^o. XLVII. *Lettres de Créance pour Mr. Crow auprès des Catalans, du 7. Mars 1705.*

N^o. XLVIII. *Instructions pour le Comte de Peterboroug & pour le Chevalier Cloudesley Shovel, du 1. Mai 1705.*

N^o. XLIX. *Manifeste publié en Espagne par le Comte de Peterboroug.*

Le Comité passe ici à l'Affaire des Catalans, & fait voir par les cinq Pièces. N^o. XLV. XLVI. XLVII. XLVIII. & XLIX. comment la Reine d'Angleterre avoit excité les Catalans & les autres Espagnols à secouer le joug des Français, & à se déclarer en faveur du Roi Charles, sous promesse de les assister de toutes ses Forces, & de les maintenir dans tous leurs Droits & Privilèges. Sa Majesté avoit envoyé pour cet effet Mr. Crow à Gènes & à Livorne, avec la Commission & les Instructions ci-dessus, & une bonne Somme d'argent, pour avoir des Vaisseaux de transport, des provisions, &c. Et pour mieux soutenir ses Négociations, le Chevalier Cloudesley Shovel conduisit le Roi Charles sur les Côtes d'Espagne avec une puissante Flotte, & le Comte de Peterboroug ayant mis pied à terre à Altea, fit publier le Manifeste en 1705. Les promesses de la Reine engagèrent

gagèrent les Catalans à se soumettre à l'obéissance du Roi Charles, & à prendre les armes en sa faveur. Le Comté ne dit rien de ce qui s'est passé depuis en Espagne, parce que tout le monde le sait; & il se contente de remarquer que les Catalans ont toujours eu une fidélité inviolable pour le Roi Charles, & un zèle à toute épreuve pour la Cause Commune; fondez sur les assurances réitérées de la Grande Bretagne, qu'on ne les abandonneroit jamais. Il rapporte ensuite les Pièces suivantes, qui font voir comment le Ministère Anglois a négligé l'honneur de la Reine & celui de la Nation, en laissant les pauvres Catalans à la discrétion du Roi Philippe.

N^o. L. Extrait des Instructions pour Mylord Lexington, lorsqu'il partit pour son Ambassade en Espagne, datées du 1. Septembre 1712. Il paroît par cet Extrait, qu'au lieu d'ordonner à Mylord Lexington d'insister sur les Privilèges des Catalans, & d'en faire une Condition de la Paix; il lui est seulement ordonné de représenter à la Cour d'Espagne, qu'il n'est pas moins de l'intérêt du Roi que de l'honneur de la Reine, d'accorder une Amnistie générale à tous les Espagnols, qui ont suivi le parti de la Maison d'Autriche, & en particulier aux Catalans, par rapport à leurs personnes, biens, dignitez & privilèges.

On écrit de Londres du 19. que les Jacobites ont affiché à divers endroits autour de la Bourfe, une nouvelle Déclaration du Prétendant, dont voici la Traduction.

A NOS TRES-FIDELES ET
BIEN-AIMEZ, &c.

D'Autant que Nous sommes résolu
avec le secours de Dieu, de deli-
vrer

Mois de Juillet, 1715. 117
vrer nos Royaumes du Pouvoir Arbitraire des Etrangers; notre volonté est, que vous communiquiez cette résolution à vos fidèles Amis sur lesquels vous puissiez compter sûrement, & qu'au premier Avis qui leur en sera donné, ils viennent à notre rencontre avec tout le secours qu'on pourra mettre sur pied, afin de rentrer en possession de nos Royaumes. Sur ce, Nous vous souhaitons prospérité. Donné en notre Cour à Barle-Duc, le... Juin, la 14. Année de notre Règne. J. R.

Les Lettres de Londres du 20. marquent, que la Chambre des Communes n'a pû finir qu'après minuit, l'examen des 16 Articles d'Accusation contre le Comte d'Oxford. Tous ces Articles ont été approuvez par la Chambre, qui a ordonné de les réduire en Chefs d'Accusation, les uns de Haute-Trahison, & les autres de Haute-Malversation: ils doivent être portez aujourd'hui à la Chambre Haute, afin que les Seigneurs fassent conduire le Comte à la Tour, en attendant la fin du Procès.

Arti-

Articles d'Accusation contre le Comte d'Oxford, ci-devant Grand Tresorier de la Grande-Bretagne, dont 4 sont de Haute-Trahison, & 12 de Haute-Malversation.

I. D'Avoir entamé une Négociation avec la France sans la participation des Alliez, & dans le tems qu'on étoit en Guerre avec Elle; comme aussi d'avoir envoyé Prior en France, & d'être convenu que la Négociation seroit tenue secrète.

II. D'avoir conseillé à la Reine de permettre la venue de Meznager, d'avoir traité avec lui sans les Alliez, & de s'être attribué sans autorité la Puissance Royale.

III. D'avoir composé les Préliminaires signez par Meznager, & de les avoir envoyez en Hollande, dans le tems qu'il travailloit fortement au Traité avec la France, pour tromper & amuser les Alliez, & sacrifier l'honneur de la Reine.

IV. De n'avoir pas eu égard aux Représentations faites par Mr. Buys, de la part des Erats Généraux; & au contraire de l'avoir assuré, que la Reine ne signeroit point de Traité sans les Etats, quoi qu'alors il y eut déjà un de signé.

V. D'avoir ordonné à l'Evêque de Londres d'insister sur l'Espagne, quoi que par les Préliminaires le Duc d'Anjou fut reconnu comme Roi, & qu'il eut persuadé la Reine de ne pas insister sur la restitution de la Monarchie d'Espagne.

VI. De n'avoir point contribué à procurer une satisfaction aux Alliez, & au contraire d'avoir toujours agi de concert avec la France.

VII. D'avoir été favorable au Duc d'Anjou, en conseillant à la Reine de se contenter d'une Renonciation; quoi que Torci eut déclaré dans les termes les plus forts, qu'elle seroit invalide par les Loix fondamentales du Royaume.

VIII.

VIII. D'avoir concouru, conseillé & ordonné au Duc d'Ormond d'éviter toute Action, & par là ruiné toutes les affaires des Alliez, nonobstant les préparatifs de la Campagne, le bon état de l'Armée, & les Succès précédens: D'avoir en suite envoyé Ordre à Mylord Bristol à Utrechr, de déclarer que la Reine ne vouloit plus être tenuë à ses Traitez; sacrifiant de cette manière les Alliez, & l'honneur de la Reine & de la Nation.

IX. D'avoir conseillé la fatale Cessation d'Armes, & de ne point payer les Arrérages dûs aux Troupes qui étoient restées sous le Prince Eugene, quoi que cela leur fût dû par Acte du Parlement.

X. D'avoir conseillé la séparation de l'Armée, & l'Ambassade de Mylord Bolingbroke en France.

XI. D'avoir perfidement donné Avis à la France, comment elle pourroit obtenir Tournai.

XII. D'avoir favorisé le Duc d'Anjou, en lui donnant conseil comment il pourroit conserver ses prétentions sur la Monarchie d'Espagne.

XIII. D'avoir conseillé de consentir au IX. Article du Traité de Commerce, & de céder la Pêche de Terre-Neuve à la France; pendant qu'il contribuoit à faire dire à la Reine, que le Commerce étoit sur un bon pied.

XIV. D'avoir ôté la Sicile à la Maison d'Autriche, pour la donner au Duc de Savoye, quoi que ce Prince ne l'eût jamais demandée.

XV. D'avoir conseillé la Reine de cacher à son Parlement le véritable état des affaires; Sa Majesté ayant représenté dans plusieurs Harangues, (que lui-même avoit souvent composées,) les Conditions de la Paix & du Commerce autrement qu'elles n'étoient: Par où il a privé Sa Majesté des bons Avis de son Peuple.

XVI. D'avoir enfreint les Droits & l'honneur des Seigneurs, en faisant créer 12 Pairs, pour s'en servir à ses fins.

Les

Les Evêques ayant prétendu d'avoir Séance, & Voix délibérative dans la Chambre Haute, lors qu'on y feroit le Procès à quelqu'un, pour Crime de Haute-Trahison, où il s'agit de la Vie, les Seigneurs ont ordonné, que conformément aux Réglemens ci-devant faits, les Evêques auroient Séance pendant l'instruction des Procédures, & pourrout entendre les Plaidoyers qu'on feroit pour & contre; mais qu'ils ne seront pas reçus à donner leurs Voix pour condamner à mort aucun Criminel, & qu'ils seront obligés de sortir de la Chambre, lors qu'on voudra prononcer le Jugement.

L'Evêque de Londres a écrit une Lettre Circulaire, adressée au Clergé de son Diocèse, dans laquelle il dit entr'autres choses, „ Qu'il a d'autant „ plus de raison d'être affligé des fré- „ quens Desordres & Tumultes qui „ sont arrivez dernièrement en cette „ Ville, qu'il voit qu'une partie du „ Blâme en est rejeté sur les Ec- „ clesiastiques, comme s'ils man- „ quoient à leur devoir de porter le „ Peuple, par leur Exemple, leurs „ Discours, & leurs Sermons, à la „ Concorde, & à l'Obéissance qu'ils „ doivent au Roi, &c.

La

La Chambre des Communes doit délibérer sur le Message suivant, qui lui a été remis par le Général Stanhope, Secrétaire d'Etat.

GEORGE ROI,

SA Majesté ayant reçu une Adresse des Commissaires nommez pour faire bâtir 50 nouvelles Eglises dans les Villes de Londres & de Westminster, & aux environs; représentant la difficulté qu'il y a d'achever l'établissement de ces Eglises, faute d'un Fonds pour l'Entretien des Ministres qui doivent les desservir; & suppliant Sa Majesté de recommander au soin & à la sagesse du Parlement, de pourvoir à cet Entretien, afin que cette Oeuvre pie ne demeure pas imparfaite, faute dudit Fonds: Sa Majesté recommande très-fortement à cette Chambre, de délibérer sur les moyens les plus propres pour établir cet Entretien; en telle sorte que ce pieux Dessein soit amené à sa perfection, pour l'Honneur de l'Eglise Anglicane, & l'Avancement de notre Sainte Religion.

Sa Majesté a jugé qu'il étoit nécessaire de congédier tous les Soldats Papistes qui étoient dans les Compagnies des Régimens des Gardes, dont les

Tome XLVIII.

F

Colo-

Colonels Boyse, Swan, & quelques autres, ont reçu Ordre de se défaire de leurs Compagnies.

Le Régiment Royal des Gardes qu'avoit le Comte de Peterborough, a été donné au Duc d'Argile, & celui de Dragons du Comte de Strafford, au Lord Cobham; depuis que le Comte Derbi a été fait Gouverneur de la Tour, à la place du Comte de Northampton, Sa Majesté a trouvé à propos de faire aussi plusieurs Changemens dans les Emplois Civils, de sorte que presque tous ceux qui avoient des Charges sous le précédent Gouvernement de la *Grande-Bretagne*, en sont privez sous celui-ci, ce qui fait quelques Mécontents.

Pour ce qui concerne les Affaires du Commerce, la Compagnie du *Sud* a tenu une Assemblée générale, au sujet de la Charte que le Gouvernement veut lui accorder, pour le Prêt d'environ 800 mille Livres Sterling, & on assure que la Banque donne aussi un Million sterling au même Gouvernement, sous des Conditions propres à faire circuler les Billets de l'Echiquier.

On écrit de Londres du 23. que le 19. les Communes firent la lecture du Rapport du Comité Secret, & après avoir

avoir délibéré sur chacun des 10 premiers Chefs d'Accusation, séparément, & y avoir fait quelques changemens, lesdits 10 Chefs furent approuvez, à la pluralité de 280 Voix contre 123. Comme il étoit alors huit heures du soir, un Membre Tori prit de là occasion de proposer qu'on renvoyât le Débat au lendemain; mais il fut résolu à la pluralité de 247 Voix contre 139, que l'on continueroit l'examen des autres Chefs d'Accusation.

Là-dessus on lut le XI. Chef d'Accusation; & après qu'on eût fait apporter des lumières, on mit en question, si le Crime spécifié dans cet Article, étoit *Haute-Trahison*. Le Chevalier Robert Raymond, autrefois Solliciteur Général, le Sieur Guillaume Bromley, le Chevalier Guillaume Windham, les Sieurs Edoüard Harley, Foley, Ward & Hungerford (qui avoient déjà parlé en faveur de l'Accusé) soutinrent la négative; & ils furent appuyez par le Chevalier Joseph Jekil, Membre du Comité Secret; auxquels le Sieur Walpole, le Lord Coningsby, le Général Stanhope, le Général Cadogan & quelques autres, repliquèrent vertement; & après qu'on eût fait un changement à

cet Article, il fut approuvé à la pluralité de 247 Voix contre 127.

On délibéra en suite sur les 5. derniers Chefs, qui furent aussi approuvez, après qu'on y eut fait quelques petits changemens : Et il fut ordonné 1. que lesdits Chefs d'Accusation seroient mis au net ; & qu'on y inséreroit une Clause, par laquelle les Communes se réservent la liberté de produire d'autres Chefs d'Accusation contre ledit Comte d'Oxford ; 2. qu'on demanderoit qu'il fut sequestre du Parlement, & mis sous bonne & seure garde. Il étoit minuit lors que la Chambre se sépara.

Le 20. pendant que les Secretaires étoient occupez à mettre au net les Chefs d'accusation, les Communes envoyèrent le Sieur Boscawen, Contrôleur de la Maison de Sa Majesté à la Chambre des Pairs, pour les prier de continuer leur Séance, ce qui fut accordé. Comme les Seigneurs furent avertis vers les 4 heures & demie après midi, que les Communes alloient envoyer les Chefs d'Accusation, on fit retirer tous les Etrangers de la Chambre Haute & des lieux circonvoisins. Vers les 5 heures, le Lord Coningsby (qui avoit accusé le Com-

te

Mois de Juillet, 1715. 125
te d'Oxford dans la Chambre des Communes) porta les Chefs d'Accusation, accompagné de presque tous les Membres de la Chambre ; & étant à la Barre de celle des Seigneurs, dit à haute voix, qu'il avoit Ordre des Communes de la Grande-Bretagne, *d'accuser Robert Comte d'Oxford & de Martimer de Haute-Trahison, & d'autres Hauts Crimes & Malversations ; & demander qu'il fut sequestre, &c.* Selon cet Ordre, il répéta, *J'accuse Robert Comte d'Oxford, &c.* après quoi il delivra les Chefs d'Accusation. Lors qu'il se fut retiré, un Seigneur proposa de renvoyer l'examen des Chefs d'Accusation au Lundi suivant ; mais après un Débat d'environ une heure & demie, la négative l'emporta de 86 Voix contre 52. On fit en suite la lecture des Chefs d'Accusation ; qui dura jusqu'à environ 8 heures du soir. Le Prince de Galles & plusieurs autres Seigneurs prirent cette occasion pour aller se rafraîchir.

Après cette lecture, on mit en question si l'on consulteroit les Juges, pour savoir si les Chefs d'Accusation contenoient des Crimes de Haute-Trahison ; & par conséquent s'il y avoit lieu de s'assurer de la Personne du

F 3

Com-

Comte d'Oxford, selon la demande des Communes. Les Lords Trevor, Harcourt, autrefois Chancelier, les Comtes d'Ailesford, & de Powlet, les Ducs de Shrewsburi & de Leeds, le Lord Nord & Grey & quelques autres Seigneurs insistèrent qu'on devoit consulter les Juges : Mais le Lord Cowper, Grand Chancelier, le Duc d'Argyle, les Comtes de Nottingham, Sunderland, Dorset & Isla, & le Vicomte de Townshend, tinrent pour la négative. Enfin après plusieurs Discours de part & d'autre, il fut résolu à la pluralité de 84 Voix contre 52 qu'on ne consulteroit pas les Juges.

Après cela, on mit en délibération, si l'on mettroit l'Accusé sous bonne & seure garde, ce qui causa un nouveau Débat ; & alors le Comte d'Oxford crut qu'il étoit tems de parler, ce qu'il fit en s'adressant au Chancelier : Il alléqua entr'autres choses pour sa défense, qu'il n'avoit rien fait que par les Ordres exprès de la Reine, & conclut en disant, qu'il avoit sa conscience en repos, & que quel que fût son Sort, il se résignoit entièrement à la volonté de Dieu. En finissant son Discours, il dit que son Indisposition l'obigeoit de se retirer chez lui, où il attendroit les

les Ordres de la Chambre. Là-dessus un Seigneur pria la Chambre de considérer l'état de l'Accusé, & l'heure du jour (il étoit alors une heure après minuit) & qu'au lieu de l'envoyer à la Tour, il lui fût permis de rester chez lui sous la Garde de l'Huissier à la Verge Noire : il fut appuyé par un autre Seigneur, & personne ne s'opposa à cette Proposition. On mit en suite en question, si on s'assureroit de la Personne du Comte d'Oxford, & l'affirmative l'emporta de 82 Voix contre 50. La Chambre ne se sépara qu'à une heure & demie après minuit ; & alors l'Huissier à la Verge Noire alla chez le Comte d'Oxford, lui signifia l'Ordre de la Chambre des Pairs, & laissa dans sa Maison deux de ses Officiers pour le garder.

Hier, les Seigneurs ordonnèrent, que le Comte d'Oxford seroit conduit aujourd'hui à la Barre de leur Chambre, pour être de là envoyé à la Tour ; & ils firent savoir aux Communes, que Samedi dernier ils avoient donné l'Ordre à l'Huissier de la Verge Noire de s'assurer de la Personne dudit Comte, ce qu'il avoit exécuté.

Aujourd'hui, par l'Ordre des Seigneurs, l'Huissier a amené ce Com-

te à la Barre de la Chambre-Haute; & sur ce que plusieurs de ses Amis ont demandé qu'il pût rester chez lui encore quelque tems, à cause de ses indispositions, on a mis en question, si on enverroît ce Seigneur à la Tour; & l'affirmative la emportée de 80 Voix contre 55.

Edimbourg.

II. L'Assemblée Générale du Clergé d'Ecosse, dont la Convocation, la Harangue & les Délibérations se trouvent dans notre Journal précédent, fut prorogée le 28. du Mois dernier, jusqu'au commencement de Mai 1716. après avoir établi deux Comitez; l'un de 36 de leurs Membres, pour examiner l'Accusation d'Hérésie intentée contre le Sieur Webster; l'autre pour l'Examen de quelques Affaires de conséquences, touchant la Discipline Ecclesiastique, qui ont de grandes Influences sur le Gouvernement Civil. Ainsi tout s'est passé fort tranquillement dans cette Assemblée, où le Modérateur a eu l'habileté d'éluider, sous divers prétextes très-spécieux, ce qui pouvoit causer des Disputes, & fomenter la Division de ceux qui sont fort irrités les uns contre les autres en

ce

le Païs, comme l'on en peut juger par ce qui suit.

L'Anniversaire du Rétablissement de la Famille Royale s'étant rencontrée le Dimanche 9. du Mois dernier, que les Ecossois observent très-religieusement, on ne fit aucune Réjouissance; mais dès que l'Horloge eût sonné minuit, un grand nombre de Jacobites s'assemblèrent dans la Place nommée l'*Enclos du Parlement*, où ils firent orner de Fleurs la Statue Equestre du Roi Charles II. & burent à la Santé du *Prétendant*, qu'ils qualifièrent de Roi, en parlant d'une manière fort injurieuse du Gouvernement: Mais le bruit en étant répandu dans la Ville, quelques Seigneurs & Gentilshommes bien intentionnez pour le Roi George, & accompagnez de leurs gens, accoururent à l'endroit où les Jacobites étoient assembles, & ayant voulu dépouiller ladite Statue de ses Ornaments, on en vint aux mains; il y eût de rudes Coups donnez de part & d'autre, jusqu'à ce que la Garde étant survenue, dissipa les Factieux, & se saisit des Chefs du Tumulte, qui selon toutes les apparences ne manquera pas d'être suivi de quelques autres, lors que l'occasion s'en présentera, car

F 5

l'ex

l'expérience du passé fait voir que le Châtiment de quelques-uns de ces Mécontents, ne retiennent point les autres dans le Devoir des Sujets paisibles.

Dublin.

III. Les Régens de cette Ville reçurent un Exprès de *Londres* le 22. du Mois dernier, avec des Dépêches par lesquelles le Roi leur commandoit de suspendre le Prevôt de l'Université, & quelques-uns des plus anciens Membres de ce Corps, pour n'avoir pas obéi, aux Ordres qu'ils avoient de la Cour de dissiper les Atroupemens des Etudiants, qui ont bû souventes fois à la Santé du *Prétendant*, & couru tous ensemble par les Ruës la nuit du 25. au 26. dudit Mois, en répandant des Injures contre le Gouvernement du Roi George, pendant que six de leur Bande attaquèrent l'Ingénieur Thomas qui leur vouloit faire quelques Remontrances, & le blessèrent à coups de Poignard dans le Sein, de manière qu'on ne croit pas qu'il en puisse réchaper.

On a publié un Ordre, par lequel on promet cinquante Livres sterling de récompense, à ceux qui arrêteront

le

Mois de Juillet, 1715. 131

le Capitaine Wight, Irlandois, qui a écrit une Lettre fort injurieuse contre les Ministres d'Etat, & contre ceux qui ont les premières Charges de la Cour du Roi de la Grande-Bretagne, dont n'ayant pas maintenant d'autres choses importantes à vous communiquer, Monsieur, je suis, &c.

LETTRE VI.

Affaires d'Espagne, de Portugal, & des Pais-Bas.

Madrid.

MONSIEUR,

I. La Cour se tient toujours à *Aranjuez*, d'où le Prince Pio partit le 22. du Mois dernier, pour aller prendre possession de sa Charge de Capitaine Général de la Principauté de *Catalogne*.

Le jour suivant le Marquis de *Mari* arriva en cette même Cour, étant parti de l'Isle *Majorque* le 16. pour venir informer le Roi, que la Flote des deux Couronnes, composée de 18. Vaisseaux de Guerre, de 6 Galères,

F 6.

&c.

& d'enviroin 200 Batimens de transport, ayant à bord 24 Bataillons, 1200 Chevaux, & 600 Mulets pour tirer l'Artillerie, fit Voile de *Barcelone* le 11. Que le 13. sur les 7 heures du soir, elle vint mouïller devant la Plaine de *Santa Ponça*, près du Rivage de cette Isle; Que le 14. il se tint un grand Conseil de Guerre à bord de l'Amiral, pour délibérer en quel endroit on feroit Descente; Qu'on envoya en suite deux Ingénieurs sur une Chaloupe, pour faire la Découverte du Terrain, qui, étant revenus, donnèrent Avis que les Majorquins avoient de ce côté-là un gros Retranchement, muni d'un bon nombre de Milices, & de 5 Batteries de Canon, dont ils leur avoient même tiré quelques Coups; Qu'à là-dessus il fut résolu de lever l'Ancre, pour aborder d'un autre côté; Que le 15. sur les 5 heures du soir, la Flote mouïlla devant *Cala-Ferera* & *Cala-longa*, à une lieüe de la Rade de *Pietrix*, où le Comte de Lecheraine ayant reconnu la Côte, avec 30 Grenadiers, on y commença d'abord la Décente par 150 autres Grenadiers, qui s'étoient embarquez sur 8 Chaloupes; Que sur les 10 heures on débarqua toute l'Infanterie, au nombre de

6000

6000 hommes, & peu après les Chevaux & les Mulets en trois différens endroits; Que cette Décente se fit heureusement, & sans aucune Opposition. Le Chevalier d'Asfeldt, qui commandoit en Chef les Troupes de Débarquement, & qui avoit sous lui Messieurs de Guerrois, de Quellus, Lecheraine, & de Ribadeo, Majors Généraux, ayant aussitôt tenu Conseil avec quelques Seigneurs Majorquins, venus avec lui de *Barcelone*, fit d'abord ranger son Armée en ordre de Bataille, & le 13. sur le midi elle marcha droit au grand Retranchement des Majorquins, qui, à son approche, se retirèrent dans la Ville de *Palma*, sans faire aucune décharge de Canon, ni de Mousqueterie.

Cette Place-là qui est revêtue de 15 Bastions, & qui est la Capitale de toute l'Isle, ayant été investie le même jour, le Général d'Asfeldt fit d'abord sommer les Habitans de se rendre, sous promesse que le Roi ne les traiteroit pas à la rigueur, s'ils se soumettoient volontairement à Sa Majesté Catholique. Ils y consentirent, & en donnèrent Avis à la Garnison, qui étoit de 3000 Hommes de Troupes réglées; mais le Marquis Ruby Gouverneur

F 7

verneur

verneur de ladite Ville, ayant refusé de se rendre, & fait marcher toute cette Garnison sur les Remparts, les Habitans prirent les Armes, & l'obligèrent à faire une Capitulation, en vertu de laquelle, les Troupes réglées étant sorties de cette Ville-là, avec toutes les Marques d'honneur, pour aller où il leur plaira, elle se rendit avec ses Châteaux le 1. de ce Mois; & toutes les autres Villes de cette Ile, de même que celle d'*Iwica*, se font pareillement soumises au Roi Philippe.

Le Marquis de Cani qui partit le jour suivant de *Palma*, se rendit le 12. à *Versailles*, d'où l'on a pris que le Roi Très-Chrétien ayant reçu cet Avis, que Sa Majesté attendoit en conséquence de celui qu'Elle avoit reçu trois jours auparavant, par Mr. de Monteil, Maréchal des Logis, que la susdite Descente avoit été faite sans opposition, ce Monarque dit aussi-tôt à ses Courtisans, *Le Roi d'Espagne, mon Petit-Fils, n'a plus aucuns Rebellés dans ses Etats.*

Le Comte de Stairs ayant pris cette Nouvelle, alla d'abord en porter ses plaintes au Marquis de Torci, en lui disant, „ Qu'il s'étonnoit de ce qu'on

„ avoit

„ avoit fait cette Expédition dans un
 „ tems où l'on traitoit avec lui d'un
 „ Accommodement pour les *Major-*
 „ *quins*, d'autant plus qu'on étoit
 „ convenu qu'ils ne seroient pas at-
 „ taquez pendant cette Négociation;
 „ mais ce Secrétaire d'Etat lui répondit,
 „ Qu'il n'y avoit point de tems fixé
 „ là-dessus, & que d'ailleurs, com-
 „ me les conditions proposées, tant
 „ de la part de l'Empereur, que de
 „ celle de ces Insulaires, n'étoient
 „ pas acceptables par le Roi d'Espa-
 „ gne, on ne devoit pas trouver mau-
 „ vais que Sa Majesté eût pris d'au-
 „ tres mesures, pour faciliter la Ré-
 „ duction de ces Peuples-là, qui n'at-
 „ tendoient que le Secours qu'on leur
 „ a envoyé, pour chasser les Trou-
 „ pes qui les empêchoient de se sou-
 „ mettre à Sa Majesté Catholique,
 „ comme l'expérience vient de le fai-
 „ re voir.

Cette nouvelle Conquête si impor-
 tante, n'ayant pas été moins inopinée
 que subite, ne manquera pas de don-
 ner lieu à divers raisonnemens Poli-
 tiques, selon les différentes Idées que
 s'en formeront les Spéculatifs, dont
 je vous parlerai une autrefois si j'en
 apprens quelque chose qui mérite de
 vous

vous être communiqué. Cependant je vous dirai que les *Arragonnois* , ont fait représenter à la Cour de *Madrid* , par le Marquis de Castellar Intendant de ce Royaume-là , qu'ils sont dans l'impuissance de payer, du moins cette Année , les grandes Taxes qu'on leur a imposées ; & on ne doute pas que ceux de *Valence* & de la Principauté de *Catalogne* , ne fassent faire de pareilles remontrances à Sa Majesté Catholique.

Le Plan du nouveau Gouvernement , par lequel toutes choses sont rétablies en *Espagne* , sur l'ancien pied , comme elles étoient sous la Domination du Roi Charles II. fut publié le 12. du Mois dernier , au grand contentement de tous les Sujets de Sa Majesté , & principalement des *Castillans*.

Les Avis de *Cadix* du 15. du passé , marquent qu'on y a déchargé l'Or & l'Argent de deux Vaisseaux revenus depuis peu de *Buenos-Aires* , montant à quatre cens mille Pièces de Huit , outre 35000 Peaux , sur quoi il y a 200 mille de ces Pièces pour le Compte du Roi & du Conseil des *Indes* ; mais comme ce Tresor n'est pas si considérable qu'on l'avoit crû , & que les 2 Batimens qui l'ont apporté , ont été

sur

quatre

quatre Ans dans leur Voyage , on espère que S. M. C. aura la bonté de modérer l'Indult de ses Effets-là , qui a été réglé à 140 mille Pièces de Huit.

On n'a pas encore de nouvelles de la Flotille , qui est attenduë de l'*A-mérique* depuis si long tems ; & on travaille cependant toujours sans relâche dans les Ports que Sa Majesté a en ce Pais-ci , à l'Equipement des Vaisseaux destinez pour *Vera-Cruz* , *Carthagene* , & les *Caragues* , afin qu'ils puissent se mettre en Mer au Mois d'Août prochain.

Le Duc de Popoli a été fait Conseiller des Guerres & des Finances ; la Charge de Conseiller d'Etat a été donnée au Prince Tserclas de Tilly , & celle de Grand Ecuyer au Duc de la Mirandole ; & Don Juan d'Acuna a été nommé Capitaine Général du Royaume d'*Arragon*.

Le Tribunal de l'Inquisition ayant à cœur la suppression du fameux Écrit de Don Melchior Macanaz , Fiscal Général , dont il a été parlé ci-devant , l'a fait révoquer par des Affiches publiques , & a publié en même tems des Ordonnances contre la Lecture & la distribution des 101 Propositions du Pere Quesnel , condamnées à *Rome*

par

par le Saint Siège, auquel tout le Clergé d'*Espagne* ne fait aucune difficulté de se soumettre pour ce sujet, avec une entière déférence, & sans demander aucunes Explications au Pape ni à ses Ministres, en quoi il paroît que les Maximes des Evêques de cette Nation, sont bien différentes de celles des Prélats de *France*, quoi que les uns & les autres soient peut-être dans les mêmes Sentimens, pour ce qui concerne la Théorie de cette Bulle, qui oblige ceux-ci à suivre une autre Route, pour l'usage & la pratique des mêmes Dogmes Théologiques.

Lisbonne.

II. Depuis que la Cour est revenuë d'*Azeilon*, où le Roi étoit allé chasser d'Air, par le Conseil de ses Médecins, la Santé de S. M. Portugaise est beaucoup meilleure, & le jeune Prince Royal Joseph étant entré dans sa seconde Année, le 6. du Mois dernier, l'Infant Don Francisco se rendit se jour-là à *Bellas* avec beaucoup de Personnes de distinction, pour en faire des Complimens à la Reine, qui est aussi maintenant de retour en cette Ville, où l'Ambassadeur d'Angle-

terre,

Mois de Juillet, 1715. 139
terre, & tous les Marchands de sa Nation ont fait des Réjouissances d'une magnificence extraordinaire, pour célébrer l'Anniversaire de la Naissance du Roi de la Grande-Bretagne.

Il a été résolu de n'entretenir sur pied dans les Etats de *Portugal*, que 12000 Hommes d'Infanterie, & 2000 de Cavalerie, parce qu'un grand nombre de Troupes y seroient inutiles en tems de Paix.

On apprend d'*Aveyro*, qu'il y est arrivé un Consul de *France*, pour aller s'établir à *Rio de Janeiro*, au *Brezil*, où il mene avec lui trois Secretaires, qui y doivent faire conduire une si grande quantité de Marchandises, qu'il est très-évident que leur Commerce y préjudiciera beaucoup à celui des Portugais, qui est néanmoins encore sur un fort bon pied dans les Ports de Mer de ce Royaume.

*Païs-Bas.**Bruxelles.*

II. Les Députés des Etats de *Brabant*, notifient le 6. du Mois dernier, aux Ministres des deux Puissances Maritimes, que le Subside qu'ils avoient

avoient accordé, depuis quelque tems, pour l'Entretien des Troupes de l'Empereur, & de ce Pais, qui sont sur la Repartition de la Province, étoit entièrement épuisé; mais on leur a donné à entendre, que c'est à eux de chercher de nouveaux moyens, pour entretenir ces Troupes.

La Régence de ce Pais a nommé le Comte de Maldegem, pour aller à Gand demander aux Etats de Flandres un Subside pour les susdites Troupes, & le 9. la même Régence renouvela le Magistrat d'*Ath*.

Il survint un si grand Démêlé, au commencement de ce Mois, entre la Bourgeoisie de *Louvain* & le Régiment de Herbernstein, qui y est en Garnison, qu'ils en vinrent aux mains, en sorte que quelques-uns furent tuez par des Bourgeois, & ceux-ci ayant été arrêtés, les Impériaux demandent qu'ils soient châtiés, selon la plus grande rigueur des Loix.

Le 21. un Exprès étant venu donner avis à la Régence que le Régiment de Palliotti, n'ayant ni Argent ni Fourages, on craignoit qu'il ne desertât, elle s'assembla extraordinairement, & prit les mesures nécessaires pour y remédier.

On

On mande de *Liège*, que les Etats de ce Diocèse-là s'étant aussi assemblés, le Tiers-Etat a accordé 1000 Fantassins à l'Electeur de Cologne; mais que le Clergé n'étant pas du même Avis, & ne voulant contribuer qu'à l'entretien de 600 Hommes, on ne fait pas encore quel sera le Résultat de cette Assemblée, parce que suivant les Loix du Pais, il faut que les trois Etats concourent, avant que leur Résolution puisse avoir son effet.

Les derniers Avis de *Dunkerque* portent, que l'Intendant le Blanc y est de retour de son Voyage de *Paris*, & que le Prince Electoral de Saxe y étant aussi arrivé, est allé voir les Ouvrages du Canal de *Mardyck*, qui ne sont pas encore achevez, & qu'on y attend incessamment un grand nombre de Batimens plats, qui étant descendus sur le *Rhin*, chargez de plusieurs Milliers de grosses Poutres de Bois de Chêne, doivent se rendre aux environs de ce Bassin, par les Canaux des Pais-Bas Espagnols, & par ce moyen on aura de quoi perfectionner les grands Ouvrages de ce Nouvel Havre, qui continué à donner lieu à tant de Réflexions différentes, de même que le Règlement de la Barrière desdits Pais, sus-

suspendu depuis le départ du Comte de Coningshek & le Général Cadogan, pour *Londres*, qu'on ne fait plus qu'en penser, si ce n'est que ces Ministres & les Députés des Etats Généraux renouïeront peut-être leurs Conférences, sur quelques nouvelles Instructions qu'on croit qu'ils sont allez recevoir, pour terminer d'une façon ou d'autre cette Négociation très-importante.

La Haye.

IV. Le Marquis de Miraval Spinola, nouvel Ambassadeur d'*Espagne*, étant arrivé en cette Ville le 20. de ce Mois, accompagné du Duc d'Osune & de Don Louis d'Acunha venant d'*Utrecht*, en donna Avis au Conseiller Pensionnaire, & fut complimenté au Nom de Leurs Hautes Puissances.

Mr. Santheuvel, Pensionnaire de la Ville de *Dordrecht*, a été élevé à la Dignité de Conseiller du Grand Conseil de *Hollande*, à la place de Mr. Sluyskens, qui a été fait Maître de la Chambre des Comptes.

Amsterdam.

V. Mr. Renard, qui a été nommé Agent

Agent en cette Ville pour le Roi de la Grande-Bretagne, fut reconnu en cette Qualité, tant à l'Assemblée des Etats Généraux des *Provinces-Unies*, qu'à celle des Etats de *Hollande* & de *West Frise*, par une Résolution des mêmes Etats.

Il est arrivé au *Texel* plusieurs Batimens revenant de *Groenlande*, où ils ont laissé le reste de la Flote Hollandoise, occupée à la Pêche de la Baleine. Ils rapportent que cette Pêche étoit abondante, & qu'un de leurs Vaisseaux de retour a pris & apporté 27 Baleines.

On a reçu Avis que le 29. du Mois dernier, il arriva à Riga 2 Vaisseaux de Guerre de cette même Nation & 2 autres Anglois, avec 145 Batimens Marchands des 2 Nations; & que le Vice-Amiral Norrits, & le Contre-Amiral de Veth, firent Voile le 28. avec 24 Navires de Guerre Anglois & Hollandois, pour aller escorter à *Revel* & à *Petersbourg*, un grand nombre d'autres Batimens Marchands.

Les autres Nouvelles qu'on a reçues des Pais & Mers du Nord, depuis quelques Semaines varient tellement d'une Ordinaire à l'autre, que je me trouve obligé, Monsieur, de ren-

voyer

144 *Lettres Historiques*,
voyer à mes Lettres du Mois prochain, ce que vous desirez d'en apprendre, qui soit confirmé par des Avis certains, afin que vous connoissiez de plus en plus que je suis, vôtre, &c.

F I N.

T A B L E DES MATIERES.

<i>Affaires d'Italie.</i>	Pag. 3
<i>Affaires des Païs du Nord de Moscovie & de Turquie.</i>	18
<i>Affaires d'Allemagne & de Suisse.</i>	36
<i>Affaires de France.</i>	66
<i>Affaires de la Grande-Bretagne.</i>	79
<i>Affaires d'Espagne, de Portugal, & des Païs-Bas.</i>	131